



MARDI 11 DÉCEMBRE 2018

"Hourra, nous serons sauvé par des inventions... qui n'existent pas encore."

- ▶ « Cataclysmes » : origine et destruction du grand singe nommé Humain p.1
- ▶ Serons-nous jamais capables de mettre fin aux guerres ? (Ugo Bardi) p.6
- ▶ L'OPEP tente de repousser les prix du pétrole vers 70-80\$ (Laurent Horvath) p.8
- ▶ Pétrole vs PIB : l'œuf ou la poule ? p.10
- ▶ La tentation du bouc-émissaire dans les crises (Loic Steffan) p.12
- ▶ « Quand on sait » : la société industrielle face à son effondrement (Documentaire) p.15
- ▶ À la COP24, les États-Unis et l'Arabie saoudite sont la cible de toutes les critiques p.17
- ▶ Entretien – 12 000 ans de changements climatiques, 50 ans de réchauffement global p.19
- ▶ Dans le « triangle noir », le charbon polonais a encore de beaux jours devant lui p.28
- ▶ La pollution des sols met l'humanité en péril p.32
- ▶ Entrée en résonance (James Howard Kunstler) p.33
- ▶ Lentement d'abord, et puis tout d'un coup (James Howard Kunstler) p.33
- ▶ Papa Bush était un planétoïde d'excréments ravagé par des vers frétilants (Dmitry Orlov) p.37
- ▶ Rappel : l'époque où Macron se croyait écolo ! (Michel Sourrouille) p.40

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Huawei : une arrestation de trop (Bill Bonner) p.42
- ▶ Du faux pouvoir d'achat avec l'argent des autres (Simone Wapler) p.44
- ▶ LA FIN PRÉMATURÉE DE LA HAUSSE DES TAUX ADMINISTRÉE PARAÎT ACQUISE: la japonification. (Bruno Bertez) p.46
- ▶ La BCE n'a pas d'autre choix que la fuite en avant (Nicolas Perrin) p.48
- ▶ Des gilets jaunes au Congo (Simone Wapler) p.52
- ▶ Presque comme le Général. « Je vous ai... tout pris! » Et je vous en redonne un peu (C. Sannat) p.58
- ▶ Vol au-dessus d'un nid de coucous. Des coucous bien tarés (Thomas Veillet) p.59
- ▶ Le point sur le monde de la finance : nous ne sommes plus dans des marchés haussiers... (Charles Gave) p.63

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

« Cataclysmes » : origine et destruction du grand singe nommé Humain

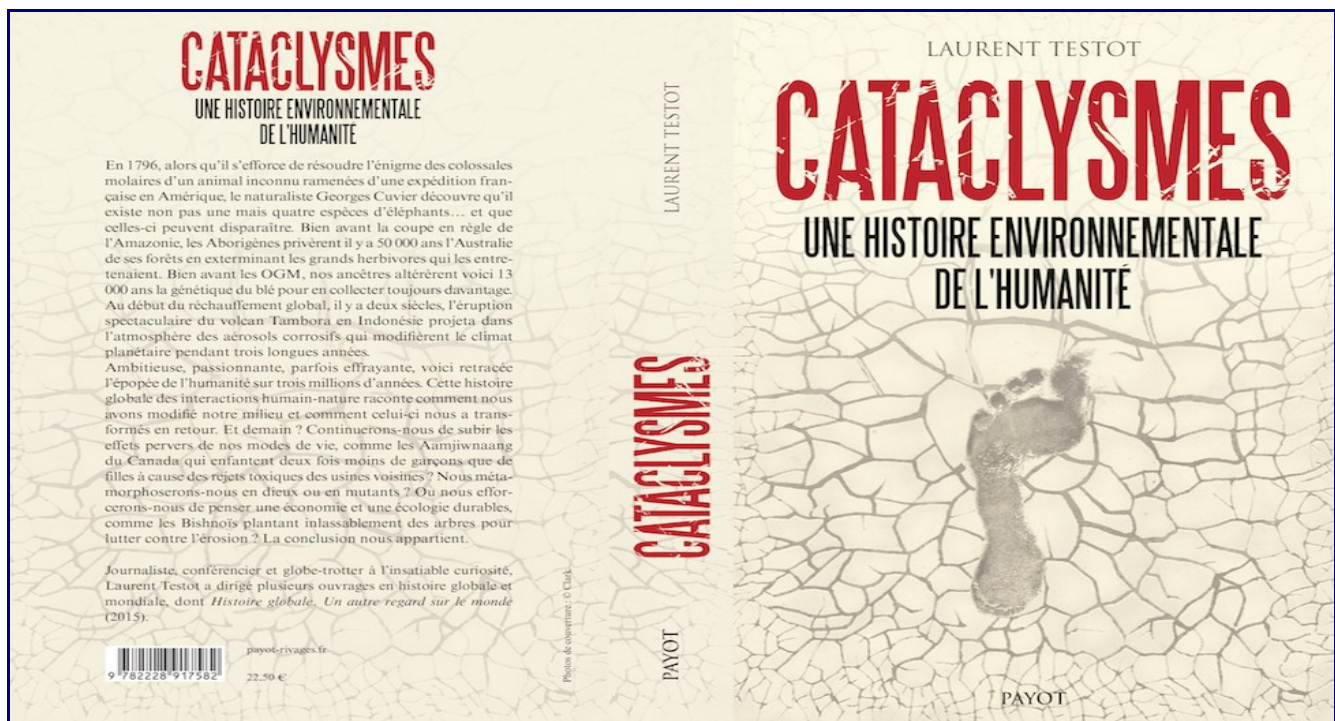
Mr Mondialisation 8 décembre 2018

Vaste fresque palpitante qui retrace l'expansion de l'humanité sous le prisme des changements environnementaux, *Cataclysmes* (Payot), de Laurent Testot, nous propose de porter un regard nouveau sur notre passé, notre présent et notre futur à l'aune d'une histoire globale. Face au défi inédit et mondial de l'anthropocène, l'auteur nous invite à une mise en perspective : la destruction de l'environnement, arrivée aujourd'hui à son paroxysme, n'est pas le propre de l'époque contemporaine. L'équipe de Mr Mondialisation recommande vivement la lecture de cet ouvrage éclairant. Le journaliste au magazine *Sciences Humaines* a accepté de répondre à nos questions. Interview.

Mr Mondialisation : Vous décrivez dans votre livre les interactions des êtres humains avec leur environnement et comment les sociétés, depuis les chasseurs cueilleurs jusqu'à aujourd'hui, ont réagi aux changements climatiques. Sommes-nous enfants du climat ou faiseurs de climats ?

Laurent Testot : Les deux à la fois, et depuis longtemps. **Nos ancêtres**, qui vivaient en Afrique il y a deux millions et demi d'années, **étaient enfants du climat**. J'entends par là qu'ils descendaient de primates qui, il y a dix millions d'années, vivaient dans les arbres et se nourrissaient de fruits. **Puis le monde s'est refroidi**, la partie orientale de l'Afrique s'est aridifiée. À l'ouest, nos cousins les grands singes (gorilles, chimpanzés, bonobos) ont continué à vivre au milieu des forêts. **Nos aïeux se sont retrouvés dans la savane**. Ils ont expérimenté diverses solutions évolutionnistes, et une combinaison particulière leur a permis de l'emporter : **la bipédie, qui permettait de courir après le gibier et de libérer les mains pour fabriquer des outils** ; le régime omnivore, qui autorisait à puiser un grand spectre de nourriture et de s'adapter à tous les milieux. Et parmi ces nouveaux aliments, il y avait la viande. L'afflux de protéines animales a dopé notre organe cérébral ; la bipédie a rendu possible, anatomiquement, un gros cerveau. Plus tard, **ce « gros cerveau » allait**, avec son cortex sur-développé, **construire tout un univers qui allait nous permettre de dominer la planète** : domestication du feu, invention du langage...

Cette histoire évolutive a accouché d'un nouveau singe caractérisé par sa grosse tête, **et ce singe n'aurait pas existé sans le hasard : climat qui se refroidit et coexistence avec de grands animaux**. Or ces grands animaux, plus tard, nous avons su les chasser efficacement. Et cela a modifié profondément les milieux. Ainsi l'Australie voit arriver les premiers humains il y a 65 000 ans. **Vingt millénaires plus tard, ce quasi-continent a perdu l'essentiel de ses grands animaux**. Des herbivores qui régulaient le couvert végétal, de gigantesques kangourous qui broutaient le feuillage des arbres, des sortes de tapirs marsupiaux qui se nourrissaient des végétaux poussant au sol. **Leur disparition entraîne l'aridification de l'Australie**, les steppes du centre deviennent désertes, les grands fleuves s'assèchent. Les ancêtres des Aborigènes s'adaptent. Certains au désert. D'autres à des zones encore fertiles, qu'ils vont entretenir avec des brûlis réguliers, qui vont leur permettre de contrôler les plantes qui y poussent... Pendant peut-être quarante mille ans, après avoir modifié les biotopes et le climat de l'Australie, les Aborigènes ont entretenu un milieu qu'ils avaient d'abord appauvri. **Ils étaient les jardiniers de l'Australie. Puis les colons européens sont arrivés, causant un nouvel effondrement biologique** : avec l'apport de plantes et d'animaux invasifs, lapin, chats, renards, moutons, vaches... Et aussi **avec le génocide des Indigènes**, décimés par les maladies, repoussés dans les zones les plus arides. **La mort des « jardiniers » a poussé les biotopes d'Australie dans le gouffre.**



Laurent Testot, Cataclysmes : une histoire environnementale de l'humanité, Payot, 2018, 700 pp. ISBN : 978-2228921633. Prix : 11 euros.

Mr Mondialisation : Pour décrire l'histoire de l'humanité, vous parlez de « Singe », cet animal qui après être devenu bipède a colonisé la planète entière. Néanmoins, ce singulier occulte les trajectoires très différentes des populations humaines. Pourquoi ne pas parler de « Singes » au pluriel ?

Laurent Testot : Nous avons été pluriels. Nos ancêtres les Homo ont cohabité avec des paranthropes et des australopithèques, qui ont disparu. Et **comme tout groupe biologique, le genre des Homo a connu plusieurs espèces**. Outre la dernière, sapiens, à laquelle nous appartenons, il y a eu Néandertal, Denisova, erectus, habilis... **Tous nos frères sont morts**. Il en subsiste quelques gènes en nous. Les paléanthropologues divergent sur la façon d'interpréter les fragments de connaissance que nous pouvons avoir de ce passé, et c'est là un domaine qui évolue très vite. Je soutiens néanmoins qu'il émerge aujourd'hui une vision globale de la préhistoire, qui laisse à penser que **Homo était un prédateur très efficace, et que sapiens a été sa version la plus performante**. Au point que nous avons éliminé, en cent mille ans, tous nos frères : on a empiété sur leurs territoires, on les a repoussés, et **les survivants, en une ultime tentative de se perpétuer, se sont dissouts en nous**. Ce pourquoi nous avons 1 à 4 % de gènes de Néandertal. Mais il n'en est resté qu'un, nous, sapiens. Et j'emploie Singe comme métaphore de cette humanité globale, qui allait devenir une force géologique à part entière. Avant l'Anthropocène, marqué par une dimension énergétique, une échelle de la démesure, j'ai évoqué **comment nos ancêtres ont changé le climat de l'Australie. Ça a été lent, mais effectif**.

Je complète : l'humain n'est pas le premier animal à changer les climats de la Terre dans l'histoire naturelle : les vers de terre et les fourmis, des millions d'années durant, ont patiemment altéré les milieux, au point d'en changer les paramètres fondamentaux. Plus

récemment, les éléphantidés sont sortis d’Afrique il y a six millions d’années, et ils se sont répandus partout – sauf l’Australie. Il y a 100 000 ans, vous en trouviez six espèces pour la seule Amérique du Nord, des mammouths laineux là où il faisait froid, des éléphants et mastodontes à peau rase là où il faisait chaud. **Et ces pachydermes ont abattu des forêts entières, créant des prairies, permettant à l’herbe de conquérir des étendues immenses.** Eux aussi ont affecté le climat sur le temps long.

Mr Mondialisation : Les premiers chapitres de votre livre sont perturbants : on y découvre comment les premières populations humaines ont éliminé la mégafaune – paresseux géants, mammouths, tigres à dent de sabre – sur les territoires où elles se sont développées. Est-ce une erreur de considérer que ces peuples vivaient « en harmonie » avec la nature ?

Laurent Testot : De même qu’ils ont éliminé par compétition leurs frères les autres Homo, nos ancêtres ont chassé jusqu’à l’extinction des centaines d’espèces de grands animaux. Mais entendons-nous bien : ce n’est pas un constat moral, ils ne pouvaient pas être conscients des processus à l’œuvre, qu’ils aient été ancêtres des Amérindiens ou des Européens.



The Evolution Of Man, Octavio Ocampo

Pour le comprendre, il faut remonter le temps, 100 000 ans en arrière. Il faut savoir qu’à l’inverse de ce que nous connaissons aujourd’hui, **les animaux étaient alors en moyenne plus petits en Afrique qu’en Asie**, et ils étaient très grands dans les Amériques, alors vierges de présence humaines. Puis les sapiens sont arrivés en Australie il y a 65 000 ans, en Europe il y a 40 000 ans, dans les Amériques (de façon massive, car il y a traces antérieures d’occupations) voici 20 000 ans. **Ils étaient de plus en plus efficaces dans leurs chasses**, et ils avançaient à des moments où le climat changeait très vite. La combinaison de ces deux stress, climat et chasse, a envoyé **85 % des espèces animales de plus de 50 kilos dans la tombe**. Je précise : **ces animaux avaient survécu à six à huit cycles de refroidissement-réchauffement massif dans le passé**. Un élément a forcément été décisif, et le seul qui se corrèle de manière systématique à ces vagues d’extinction est la **progression de sapiens**. Dès lors, nous avons un problème de mauvaise conscience. Les terres les plus affectées par la disparition de la

mégafaune, Amériques et Australie, sont aussi les continents les plus affectés par les génocides coloniaux – en disant cela, je mets de côté le plus monstrueux, car le plus planifié de tous, des crimes coloniaux, les Traités négrières. Parce qu’Australie et Amériques étaient hors de l’écoumène, la partie connectée du monde ancien, Afrique-Asie-Europe.

Dans l’Ancien Monde, on avait du fer et du bétail, mégafaune survivante que l’on élevait afin d’en tirer plus de viande. L’aurochs était devenu vache. **La cohabitation Singe-bétail a créé un bouillon de culture, dont ont émergé de nombreux pathogènes, auxquels les populations de l’Ancien Monde ont fini par plus ou moins s’immuniser.** Quand les Européens ont débarqué dans les Amériques, puis en Australie, leur seul souffle était habité de mort : **un Espagnol a éternué sur les plages des Caraïbes, un jour de 1492, et il a potentiellement expectoré des germes de variole-grippe- peste-rougeole-rubéole-etc.** au visage de ses vis-à-vis, qui étaient naïfs à ces germes, n’y avaient jamais été exposés. Le cocktail de guerre biologique parfait. Les Amérindiens avaient appris, par le feu, à produire énormément de nourriture dans leurs milieux. Parce qu’ils n’avaient ni acier pour abattre les arbres, ni animaux de traits pour tirer les souches, ni soc pour labourer, **ils étaient devenus maîtres du brûlis, de l’agroécologie.** La même situation qu’en Australie avait débouché sur des solutions similaires, qui avaient été approfondies technologiquement dans les Amériques, avec une agriculture identifiable comme telle. **Au 16e siècle, les maladies ont réduit la population amérindienne à 10 % de ses effectifs d’origine.** Quand Colomb est arrivé, il y avait environ 50 millions d’Amérindiens. Un siècle plus tard, il en restait 5 millions. Les Européens ont conquis si aisément les Amériques parce qu’elles se sont vidées de leurs habitants. Et ce manque de population a été aussi la raison pour laquelle **ils ont déporté 12 à 13 millions d’Africains, pour fournir la main-d’œuvre nécessaire à la mise en place du système de plantation.**

Si on devait résumer : **les ancêtres des peuples indigènes ont exterminé, comme tous les humains, les grands animaux qu’ils ont trouvés à leur arrivée.** Puis ils ont appris à entretenir leurs milieux, à les enrichir, à produire plus. Ils avaient atteint un point d’équilibre biotopique, et **l’irruption de l’Europe coloniale les a fait basculer dans le gouffre.** Cela nous pose un double problème : d’abord, les indigènes étaient effectivement les gardiens de leurs écosystèmes, et nous devons les réhabiliter dans ce rôle. Mais ce n’est pas un état acquis de toute éternité. Ensuite, il ne faut pas incriminer les Européens pour les crimes commis autrefois, car les processus cognitifs étaient autres, leurs connaissances bien inférieures aux nôtres. **Il faut étudier cette histoire pour éviter qu’elle se répète, pas pour en tirer des récépissés de dettes qui s’imposeraient aux descendants.**

Mr Mondialisation : La situation contemporaine semble néanmoins inédite, car la perspective d’un déclin de la civilisation est désormais mondiale...

Laurent Testot : Cela est lié à l’histoire de l’expansion européenne, liée à la mise en œuvre progressive d’un package capitalisme-libéralisme-scientifisation. **Le capitalisme a permis de mutualiser les ressources en argent,** invention permettant depuis longtemps de pousser une société à surproduire. **Le libéralisme a écrit le mythe quasi religieux qui a donné sens à l’univers que créait l’Europe.** Et la scientifisation a permis, en mettant le monde physique en règle, de l’asservir technologiquement et de développer un armement et outillage toujours plus performants. **Cette histoire s’est accompagnée du recours massif à des énergies fossiles.**

Cette perfusion a accéléré l'histoire, et elle avait le potentiel de transformer l'humanité en dieu. Mais Singe n'était pas outillé pour occuper cette position. En gros, **nous brûlons toujours plus d'énergie fossile, nous nous arrangeons pour qu'elle soit toujours plus accessible alors qu'elle nous tue à petit feu**, et nous condamnons nos enfants à vivre, dès les prochaines décennies, dans un monde réchauffé, de plus en plus violent, aux ressources désintégrées.

À l'horizon 2100, **nous devinons que ce monde sera invivable dans son ensemble**. C'est là le scénario de loin le plus probable. Il n'est pas forcément inéluctable. D'abord parce qu'il existe des récits alternatifs. **Le capitalisme a produit une caste de privilégiés, qui aura peut-être les ressources pour s'abstraire du devenir commun** en réalisant le programme transhumaniste ou une variante. Il existe d'autres possibilités : Singe est toujours habité par le grand récit, le mythe du capitalisme libéral. **Une croissance infinie, reposant sur la croyance que les ressources naturelles sont gratuites** et inépuisables, qui permettra à l'humanité de toujours vivre mieux. Ce récit est toujours actif. Sur la planète, **de plus en plus de personnes accèdent aux confort de la société de consommation** : chauffage, eau courante et smartphone. Depuis l'an 2000, près d'un milliard et demi de Terriens sont entrés dans les classes moyennes, celles qui consomment. Un quadruplement en quinze ans. Et c'est une vague qui persiste, en Chine, en Inde, ailleurs. **L'OCDE prévoit que nous serons 4 milliards à vivre comme un Européen moyen sur Terre !** Cinq siècles durant, l'histoire s'est écrite à l'aune de l'Europe. C'est aujourd'hui l'Asie qu'il faut regarder. L'histoire s'accélère aujourd'hui en Asie. La Chine est un pollueur monstrueux, **à l'échelle de 1,4 milliard d'humains qui rêvent de vivre mieux, et voient leur pays se transformer en désert**. L'Inde, tout aussi peuplée, a à cœur de suivre la même trajectoire. Or il reste possible, par une mutation de nature idéologique, « religieuse » au sens large, d'imposer un autre récit.

Serons-nous jamais capables de mettre fin aux guerres ?

Par Ugo Bardi – Le 8 novembre 2018 – Source CassandraLegacy

Comment les sages sont confus

Cent ans après la fin de la guerre qui devait mettre fin à toutes les guerres, la Première Guerre mondiale, nous ne comprenons toujours pas ce que sont les guerres, pourquoi nous combattons dans les guerres, pourquoi nous ne pouvons pas arrêter d'y combattre. Il semble que nous soyons entourés de choses que nous ne comprenons pas : pourquoi les gens se battent-ils dans des guerres ? Pourquoi les guerres sont-elles si communes ? Pourquoi ne pouvons-nous pas trouver un moyen de les arrêter ? Pourquoi les gens tombent encore dans les pièges de propagande les plus évidents ?

Ci-dessous, vous trouverez un extrait du livre de David Wilkinson, Querelles mortelles, publié en 1980, qui commence par une liste des différentes théories avancées lors des temps modernes pour expliquer comment la paix peut être atteinte. Encore parfaitement valable aujourd'hui, la liste souligne la confusion qui règne dans les tentatives de mettre fin à la guerre. Cela rappelle plus de 200 théories rapportées par [Demandt](#) pour expliquer les [raisons de la chute de l'empire romain](#). Plus que cela, cela rappelle [Paul de Tarse](#) (Corinthiens 1) quand il dit « Dieu a choisi les choses folles du monde pour confondre les sages ». Et c'est la guerre, une chose stupide qui continue à nous confondre.



De Querelles mortelles de David Wilkinson, 1980 1.

Le moyen le plus courant de contribuer au débat sur la causalité de la guerre et la stratégie de paix est d'affirmer une théorie précise, de montrer en quoi elle correspond aux circonstances actuelles et de tirer des conclusions pratiques immédiates. Si nous suivons ce débat public, nous pouvons nous attendre à ce que la guerre soit une conséquence, par exemple, de la méchanceté ; d'un monde sans lois ; de l'aliénation ; des régimes agressifs ; de l'impérialisme ; de la pauvreté ; du militarisme ; de l'anarchie ou de la faiblesse. Il est rare qu'une preuve soit présentée. Au lieu de cela, l'auteur présentera probablement une stratégie de paix qui correspond à sa théorie de la causalité de la guerre. Nous allons donc apprendre que nous pouvons en tirer.

Paix par la moralité. La paix (locale et globale) peut être obtenue par un appel moral, par le biais de l'opinion publique mondiale, aux dirigeants et aux peuples non pas pour tolérer ou pratiquer la violence, l'agression ou la guerre, mais pour les fuir et les dénoncer.

Paix par le droit. La paix peut être faite en signant des traités internationaux et en créant des lois internationales qui régiront le comportement et en ayant recours aux tribunaux internationaux pour résoudre les différends.

Paix par la négociation. La paix peut être maintenue par une discussion franche sur les différences, par une diplomatie ouverte, par des conférences et assemblées internationales qui exposeront des griefs et, par franchise et bonne volonté, aboutiront à un consensus harmonieux.

Paix par la réforme politique. La paix peut être établie en mettant en place des régimes de type non-agressif à travers le monde : des républiques plutôt que des monarchies ; des républiques démocratiques plutôt qu'oligarchiques ; des régimes constitutionnels plutôt qu'arbitraires et autocratiques.

Paix à travers la libération nationale. La paix ne peut être instituée que par le triomphe mondial du nationalisme. Les empires multinationaux doivent être dissous en États-nations ; chaque nation doit avoir son propre gouvernement souverain et indépendant et tout son territoire national, mais pas plus.

Paix par la prospérité. La paix exige le triomphe mondial d'un ordre économique qui produira une prospérité universelle et éliminera ainsi l'incitation à la lutte. Certains considèrent que cet

ordre appartient au capitalisme universel ou, du moins, au libre-échange mondial. D'autres le considèrent comme une forme de socialisme, réformiste ou révolutionnaire, élitiste ou démocratique.

Paix par le désarmement. La paix peut être établie en réduisant et en éliminant finalement les armes, les bases et les armées, en supprimant les moyens de faire la guerre.

Paix à travers l'organisation internationale. La paix peut être instaurée en créant une organisation politique mondiale, peut-être même un gouvernement mondial constitutionnel ressemblant aux gouvernements nationaux, chargé de faire respecter l'ordre et de promouvoir le progrès dans le monde entier.

Paix par le pouvoir. La paix peut être maintenue par une accumulation pacifique de forces, peut-être écrasante, peut-être prépondérante ou équilibrée ou suffisante pour dissuader, vaincre ou punir l'agression.

La plupart des discussions actuelles sur la guerre et la paix ne sont rien d'autre que des affirmations irréflechies selon lesquelles la théorie que j'ai choisie est la bonne et que toutes les autres sont donc manifestement fausses.

Ugo Bardi

Traduit par Hervé pour le Saker Francophone

Notes

1. Les querelles mortelles de Wilkinson sont une discussion des études effectuées par Lewis Fry Richardson des années 1930 à son décès en 1953. Richardson fut l'un des premiers chercheurs à avoir tenté de proposer une théorie quantitative de la guerre. Avec mes collègues Gianluca Martelloni et Francesca Di Patti, nous réexaminons les schémas statistiques de la guerre. Nous constatons malheureusement que Richardson avait fondamentalement raison : les guerres sont un phénomène aléatoire similaire aux tremblements de terre et aux avalanches – très difficile à prévoir et à arrêter ↵

L'OPEP tente de repousser les prix du pétrole vers 70-80\$

Laurent Horvath Dimanche, 09 Décembre 2018

La réunion des membres de l'OPEP a entériné une diminution de 1% de l'extraction mondiale de pétrole à -1,2 million de barils par jour. L'objectif est de freiner la chute des cours de 87 à 58\$ le baril (-33%) des deux derniers mois pour remonter dans une fourchette de 75 à 85\$.

Pour le cartel, cette base devrait permettre des rentrées suffisantes de pétrodollars, de soutenir la croissance pour maintenir la demande de pétrole et de freiner les investissements dans les énergies renouvelables. A ce petit jeu, chaque pays défend ses propres intérêts. Ne serait-il pas le moment d'envisager une transition hors des griffes du pétrole?

Depuis 2006, les variations extrêmes du baril déstabilisent autant les producteurs que les pays importateurs de pétrole.

C'est la deuxième fois depuis 2014 que l'OPEP doit intervenir de manière aussi vigoureuse. De 100\$, les cours étaient descendus à 40\$ en quelques mois. Aujourd'hui, la potion magique est la même: réduire l'offre.

Cette fois, ce sont les décisions à l'emporte-pièce de Donald Trump face à l'Iran qui ont totalement déstabilisé l'industrie pétrolière mondiale. D'un embargo total, Washington a lâché du lest, à la dernière minute, en vue des élections de mi-mandat. Dans les faits, Donald Trump terrasse tous les fondamentaux pour imposer sa vision à très court terme et assurer sa prochaine réélection en 2020.

Quel est le juste prix du baril ?

Les USA

Donald Trump souhaite des tarifs pétroliers sous la barre des 50\$. Cela permet d'offrir à son électeur, Joe America, un carburant bon marché, ainsi que de stimuler l'activité industrielle et l'économie nationale. Ces trois facteurs pourraient lui accorder un second mandat.

Quant aux monstrueux déficits de l'extraction de pétrole de schiste, les Blackrock, JP Morgan, Wells Fargo, Bank of America, UBS, Credit Suisse, etc. sont passés maître pour exporter les pertes américaines à des institutions financières étrangères comme la Banque la Banque Nationale Suisse ou les fonds de pensions des retraités européens.

Qu'importe que le baril soit à 50\$ et que les producteurs de schiste perdent des centaines de milliards \$. Tant que leurs managers sont massivement payés et que des milliers d'emplois sont générés aux USA, le «Make the America Great Again» triomphe.

Un baril à 50\$ permet également de limiter et de contenir l'implémentation des solutions renouvelables dévastatrices pour les énergies fossiles et pour la doctrine Trump.



Donald J. Trump @realDonaldTrump · 17 h

Hopefully OPEC will be keeping oil flows as is, not restricted. The World does not want to see, or need, higher oil prices!

Traduire le Tweet

13 k 14 k 67 k

Avant la réunion de l'OPEP, le président Trump a fait pression sur le cartel dans le but de ne pas diminuer l'offre

Les Pays producteurs

Les pays producteurs privilégient un baril entre 70-90\$ afin d'équilibrer leurs budgets. Le train de vie de l'Arabie Saoudite nécessite un baril supérieur à 80\$. Plus frugale, la Russie peut se contenter d'un baril à 43\$. Le surplus n'est que confort et bénéfice.

Le Venezuela, l'Iran, l'Irak, la Libye ou le Nigeria prient pour que la fourchette supérieure devienne la norme tant leurs besoins financiers sont importants.

Un baril à 80\$ permet également aux pétroliers de pouvoir investir dans l'exploration pétrolière afin de remplacer les gisements qui s'épuisent. Durant cette dernière décennie, les coûts d'extractions sont passés de 5\$ le baril à plus de 70\$. L'industrie doit forer de plus en plus profond pour extraire du pétrole de moins en moins riche.

Les pays importateurs et l'Economie mondiale

Comme les membres de l'OPEP, les gouvernements des pays importateurs bénéficient aussi de la bénédiction du pétrole, via des taxes qui génèrent de substantiels revenus. A cet égard, la décision du cartel est une bonne nouvelle. Le montant optimal du baril raisonne le mieux dans la fourchette 80-90\$.

Mais attention, au-dessus de 100\$, le pétrole détruit tant la croissance économique que la demande de carburants. Comme le montre la crise de 2008, l'Economie est incapable de supporter un baril à plus de 140\$.

Sortir du pétrole

La décision de l'OPEP de réduire l'offre implique directement la vie de tous les citoyens de la planète. La volonté du cartel de garder l'hégémonie du pétrole sur les autres énergies est compréhensible. Paradoxalement, on retrouve également cette même volonté au sein des pays importateurs.

Cependant, les variations extrêmes des prix du baril doivent nous inciter à effectuer une transition énergétique et une sortie rapide des produits pétroliers. Ces variations sont les premiers effets du peak oil et elles ne vont que s'amplifier, tout comme les changements du climat.

Une première étape pourrait demander l'interdiction de financement de projets pétroliers par les institutions financières publiques. Durant les deux dernières années, les banques françaises ont investi, à l'étranger, plus de 43 milliards € dans le pétrole.

En Suisse, le président de la Confédération Alain Berset a **annoncé frs 120 millions de francs d'investissements** dans les projets de réduction de CO2, majoritairement à l'étranger. Si au lieu d'utiliser les impôts des citoyens, il avait tout simplement régulé les investissements des fonds de pensions des caisses publiques, de l'UBS, du Crédit Suisse ou de la Banque Nationale Suisse, les bénéfices seraient répercutés sur l'entier du pays et pas uniquement aux USA. Cela aurait éventuellement permis à la BNS d'éviter de perdre des milliards \$ dans ses investissements pétroliers au pays de Trump.

Combien de temps encore, la poudre de perlimpinpin va-t-elle résister aux turbulences pétrolières?

Pétrole vs PIB : l'œuf ou la poule ?

**Mieux comprendre les scénarios de l'Agence internationale de l'énergie
7 décembre 2018**



La Chaire Énergie & Prospérité a publié un papier de Michel Lepetit, Vice-président du Shift, intitulé : **Méthodologie d'analyse des scénarios utilisés pour l'évaluation des risques liés au climat par une approche paradigmatique PIB-Pétrole. Application aux scénarios ESSO (1973) et Agence Internationale de l'Énergie (2016).**

Quelques conclusions sont reproduites ici, et nous mettons à la disposition des lecteurs l'étude entière. Ce travail s'inscrit dans le chantier global de l'histoire économique de l'énergie. Son ambition est double. D'une part de contribuer à l'éclairage du rôle essentiel de l'énergie dans la croissance économique. D'autre part de mettre l'histoire en général, et l'histoire économique en particulier, au cœur des réflexions sur la transition énergétique à venir. Pour contacter l'auteur : michel.lepetit@theshiftproject.org

The Shift Project travaille également sur le [lien entre l'énergie en volume et le PIB](#). Zeynep Kahraman (TSP) a publié avec Gaël Giraud (Chaire Énergie & Prospérité) un papier sur la question : "[How Dependent is Growth from Primary Energy ? Output Energy Elasticity in 50 Countries \(1970-2011\)](#)".

Le rôle du pétrole depuis son essor éclaire notre futur énergétique

En travaillant sur le rôle du pétrole depuis son essor, cette étude propose un paradigme pour comprendre les liens entre pétrole et PIB dans les scénarios prospectifs en débat en 2018. Elle permet aussi de mettre en évidence la période cruciale que fut celle des deux chocs pétroliers dans les années 1970, pour un très grand nombre de pays développés.

La méthode paradigmatique proposée repose sur une analyse originale des scénarios en général, et ici de ceux de l'AIE en particulier, sur une base historique longue, en se focalisant sur deux paramètres :

- **Le PIB Mondial.** Le PIB est l'indicateur emblématique de la croissance économique, objet de nombreuses controverses, mais jamais remplacé ;
- **La production de pétrole brut.** Le pétrole peut être considéré comme la plus efficace et la plus pratique des énergies primaires. La consommation de pétrole brut – et la réduction de cette consommation – sont en conséquence au cœur de la transition énergétique. On comprend bien les défis à venir en considérant son usage intense, quasi monopolistique, dans le secteur des transports : plus de 95% de l'énergie utilisée dans les transports est issue du pétrole brut. Le pétrole brut est par ailleurs, par son prix cette fois, un indicateur largement et régulièrement suivi par toutes les institutions économiques internationales. Le pétrole est historiquement au cœur de la création de l'AIE en 1974.

Le lien très fort entre pétrole brut et économie réelle met en lumière les faiblesses des scénarios de l'AIE

1. **Les séries de données historiques mettent en évidence le lien très fort entre pétrole brut et économie réelle** au cours de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale ; après les deux crises pétrolières des années 1970, cette forte relation entre le pétrole (en volume) et la croissance économique (PIB) mondiale devient plus complexe, mais le couplage est resté fort jusqu'à nos jours.
2. **Les scénarios de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ne tiennent pas compte de cette complexité** -alors qu'elles sont des références obligées dans le domaine des scénarios de transition énergétique utilisés pour l'analyse des risques liés au climat.
3. Par ailleurs, on peut voir que **d'autres scénarios d'experts de l'énergie conçus dans**

un passé proche ont été trop optimistes dans leurs prévisions ; même à la veille d'une crise aussi énorme que la crise pétrolière mondiale de 1973.

4. L'étude propose une **approche macroéconomique paradigmatique de ces scénarios basés sur les données pétrole et PIB** qui met en évidence certaines faiblesses structurelles des scénarios de l'AIE.

Bonus – Quand les travaux du Shift inspirent un youtubeur

Le youtubeur Gilles Mitteau, diplômé de l'ESC Rennes, a lancé sa chaîne [Heu?reka](#) en 2015, après plusieurs années dans le milieu bancaire et afin de partager ses connaissances et combattre les préjugés sur l'économie et la finance. Il s'inspire ici notamment des travaux de Gaël Giraud (CNRS) et de Zeynep Kahraman (The Shift Project).

La tentation du bouc-émissaire dans les crises

Loic Steffan 9 décembre 2018



Ce petit article a pour origine une question posée par une étudiante (je l'en remercie). Elle s'étonnait de la violence de certaines réactions à l'égard des jeunes qui expriment leur désarroi face à un monde qu'ils n'ont pas choisi (chômage, crise climatique, etc). Je lui ai répondu qu'on assistait à un phénomène de bouc-émissaire, de violence mimétique et de mécanisme de protection et de déculpabilisation personnelle de la part de personnes qui n'assumaient pas d'avoir une part de responsabilité non négligeable dans la situation actuelle. Elle ne cautionne pas la violence et souhaite du dialogue et s'étonnait de la virulence des réactions qui mettaient tous les jeunes dans la catégorie « petits merdeux ». Ce n'est jamais porteur.

En tant qu'adulte nous avons contribué à la situation actuelle. Il nous faut l'assumer. Et la situation actuelle n'est pas une surprise. Le livre « *et si les salariés se révoltaient* » était sorti l'an dernier et le diagnostic était connu depuis un moment. [Je l'avais résumé sur ce blog](#). Je lui faisais la réponse suivante : « *Parce que c'est plus facile à faire de critiquer les jeunes que d'accepter que nous avons une responsabilité collective. Si je dis ça. Cela m'évite de me remettre en question. Se remettre en question est beaucoup plus difficile et demande du courage. D'ailleurs ce que tu observes est le mécanisme de base de la discrimination contre laquelle il faut lutter. Elle touche les femmes ou les immigrés ou ceux qui sont différents.* »

Bouc-émissaire et violence mimétique

Commençons par un préalable. Dans bien sûr qu'il y a des fautifs dans certaines situations. Mais pour le climat et la pollution, c'est nous tous. Même si certains sont plus responsables que d'autres évidemment. Mais la logique de bouc-émissaire ne règle rien.

Les travaux de René Girard indiquent combien le recours à un bouc-émissaire est une tentation fréquente pour gérer la résolution des conflits. Choisir une frange de la population ou un individu si possible à part ou marge du groupe permet de créer un consensus qui recrée de l'unité et permet de gérer la frustration. Hélas le sacrifice du bouc-émissaire ne sert à rien. Les causes réelles du conflit ou de l'opposition ne sont pas réglées et bientôt le conflit va réapparaître et tout sera à recommencer. On ne fait que gagner du temps. Il faudra trouver un autre bouc-émissaire qui servira de victime expiatoire. Ce faisant on n'aura toujours pas traité les causes de nos maux et on n'aura pas assumé notre part de responsabilité dans ce qui va mal. Et la liste des victimes expiatoires va s'allonger inutilement. Le slogan « *Macron démission est d'ailleurs dans ce registre* ». Elle ne réglerait rien. Le dégagisme est de cette nature.



Le problème de ce phénomène, est qu'il est aussi lié à la propension à de la violence à cause du désir mimétique. On parle de désirs semblables qui vont s'affronter pour l'objet convoité. L'imitation du désir de l'autre est négative voire destructrice. Si rien n'est aussi désirable que ce que désire l'autre... (deux hommes qui veulent la même femme ; deux hommes veulent la même possibilité de consommer sans limite) alors, la concurrence et la rivalité s'installent et ce désir mimétique peut vite déboucher sur le conflit et la violence. Ce ne sont donc pas les différences qui sont source de violence mais bien les ressemblances (tout le monde veut consommer et il faut apprendre la sobriété !). Or dès que la violence a atteint un certain niveau elle est difficile à juguler. Elle a tendance à se perpétuer. C'est un comme un feu qui se propage. Il faut du temps et de l'énergie pour éteindre l'incendie et revenir à une situation apaisée. Il s'arrête quand il n'y a plus rien à brûler ou quand le coût est tellement exorbitant que les protagonistes décident de coopérer pour réduire les conséquences. Peut-être l'explication malsaine du fait que les violences conduisent plus sûrement à une prise en compte des revendications que les manifestations pacifiques. En théorie des jeux on sait que les situations optimales n'émergent pas spontanément s'il n'y a pas de dialogue et de coopération.

L'erreur de l'explication monocausale

A ces éléments énoncés je souhaite ajouter la tendance mortifère à l'explication monocausale et mécaniste. Anthony Wilden a produit un travail intéressant sur la simplification voire le simplisme qui fait que nous passons du complexe à l'élémentaire et nous ne prenons pas en compte tous les éléments. De plus, un fait observable, quantifiable et mesurable par tous – ne

devient un « événement » psychique que par les effets ressentis par tous et par les significations données aux conséquences de ce fait. Il y a donc « pesanteur sociologique » et « inertie culturelle » qui augmentent le temps de réponse et les changements de la société ou des structures nécessaires. C'est le cas notamment pour le climat. Il faut tout revoir. Mais comme on tarde cela sera dans l'urgence.

Or dans les systèmes complexes l'explication monocausale (la taxe sur le pétrole ou la suppression de l'ISF) ne marche pas. La solution monocausale non plus. Je vois fleurir des illustrations de cela en ce moment. C'est la faute des jeunes ; c'est la faute des vieux ; c'est la faute du libéralisme ; c'est la faute de l'Europe ; c'est la faute des impôts ; c'est la faute des riches ; c'est la faute de Pierre, Paul ou Jacques. Il faut taxer les riches, il faut supprimer la loi Pompidou-Giscard de 1973; il faut défaire l'Europe. Ben là non plus ça ne marche pas. Tous les paramètres doivent jouer pour la résolution du problème et il faut accepter de laisser du temps.

Je vois bien la suite. On va accuser le gouvernement. Le gouvernement va accuser les manifestants d'avoir affaibli l'économie. Les uns et les autres vont s'accuser perpétuellement. Or s'il a des défauts notre système a permis de sortir une grande part de l'humanité des difficultés. [Je l'avais montré en résumant un autre livre](#) qui était en mon sens parfois trop optimiste. Rien n'est noir ou blanc. Il y a des nuances de gris qu'il faut savoir reconnaître.

Dans un monde complexe il faut coopérer

Nous sommes dans un système imbriqué et complexe. Il est le résultat de nos choix passés qui ne sont pas toujours bons et qui créent des hystérèses. Les perturbations et les conséquences du choc perdurent bien après que celui-ci ait eu lieu. Nos sociétés ont laissé filer les perturbations. Problèmes d'inégalités, de ressources, de pollution, de paupérisation des classes moyennes, problèmes de stratégies rivales entre pays, problèmes d'inégalités Nord-Sud, problèmes d'aménagement du territoire où tout a été pensé pour la voiture. Il va falloir tout mettre sur la table et voir comment, par une fiscalité adaptée, on peut demander des efforts à chacun selon ses moyens pour solutionner les problèmes qui sont urgents et nombreux. Il faudra promouvoir la coopération. [Plusieurs livres résumés donnaient des pistes intéressantes.](#) Mais il faut avoir conscience que cela prendra du temps (hélas nous en avons peu) et qu'il ne sert à rien de chercher des boucs-émissaires. Cela ne fait que retarder les solutions.

Il me semble qu'il faut trouver des solutions en jouant sur tous les tableaux. Patiemment. Et en acceptant de changer d'imaginaire car toute solution reposant sur la croissance est vouée à l'échec. [Je l'avais déjà écrit dans un autre article.](#) Il faudra aussi promouvoir la réduction des inégalités. Gaël Giraud [l'explique très bien.](#)

Il y a aussi eu la marche du climat ce week-end. C'est un pas important pour comprendre que les urgences se rejoignent. Des gens différents vont devoir apprendre à coopérer dans cette situation particulière. [Latour ne disait pas autre chose dans « où atterrir ».](#) Il faut aussi savoir qu'il est souvent préférable de jouer sur l'espoir que sur la peur. En tout cas la peur peut être efficace que si on donne un espoir car sinon elle est paralysante. Donc retrouvons nous les manches et trouvons des solutions ensemble. Enfin pour rendre la coopération et la solidarité possible [il faut se rappeler que l'ordre républicain et la sanction sont nécessaires et que les questions sociales et sociétales sont liées.](#)

« Quand on sait » : la société industrielle face à son effondrement (Documentaire)

Mr Mondialisation 4 décembre 2018

Quand on sait, premier film d'Emmanuel Cappellin, expose le gigantisme vertigineux de la société de consommation et son inexorable déclin. En réaction, le réalisateur essaye de cerner les nouveaux récits qui émergent et qui tentent d'expliquer les défis auxquelles s'expose l'humanité.

Face à l'épuisement des ressources et au changement climatique, **une nouvelle période, certainement marquée par l'instabilité, s'ouvre pour l'humanité**. Le réalisateur Emmanuel Cappellin a essayé de comprendre les tenants et aboutissants de cette nouvelle ère en **scrutant les réactions humaines face à ces perspectives inquiétantes**.

« *Quand on sait* » raconte le cheminement intellectuel de l'auteur, depuis le moment où, **à bord d'un cargo, il réalise la fragilité de notre société** et la possibilité que nous ayons dépassé des points de non-retour, laissant envisager la possibilité d'un effondrement global. **Il fait dialoguer ses sentiments avec ceux de scientifiques reconnus**, comme le climatologue Hervé Le Treut, ou l'ingénieur Jean Marc Jancovici en les interrogeant non pas tant sur leurs recherches que sur leurs émotions personnelles par rapport à la situation présente et la manière dont ils se préparent aux bouleversements à venir.

Le réalisateur a commencé par faire des études au Canada en Sciences environnementales, un cursus qui privilégie **une approche transdisciplinaire de la question, laissant aussi bien la place aux sciences dures qu'aux sciences humaines**. « *Ces études m'ont permis de parler tous les langages des sciences environnementales* », se souvient le réalisateur. Par la suite, il se forme au cinéma en Californie, avant de commencer sa carrière professionnelle en travaillant à la réalisation de documentaires, notamment auprès de Yann-Arthus Bertrand.





Nouveaux enjeux, nouveaux récits

Les origines de « Quand on sait » remontent à 2012. « *Je voulais essayer de **traiter du malaise ambiant qui grimpe** ainsi que de nombreux récits qui émergent en parallèle* », nous explique le réalisateur, qui voit dans ces récits l'un des points de cristallisation des futurs débats. « *Ces différents récits sont en compétition. **Chacun d'entre eux essaye d'expliquer ce qui nous arrive aujourd'hui**, avec une recherche de sens très forte* », poursuit-il. Ainsi de la « crise » des réfugiés, qui trouve des interprétations souvent opposées et à laquelle la société réagira de manière différente selon l'interprétation qui dominera les débats.

Ramenés à la question écologique et plus précisément à **la finitude des ressources**, ces récits questionnent **notre capacité à réagir de manière collective**. « *Le plus dangereux n'est pas la contrainte sur l'énergie, mais de le vivre dans une société extrêmement atomisée et individualisée* », analyse Emmanuel Cappellin. La question qui se pose alors est la suivante : « *Comment est-ce qu'on apprend à développement des aptitudes et des compétences qui nous permettent de nous adapter à une société en décroissance forcée ?* ». En d'autres termes, **les questions physiques doivent désormais structurer les débats** si nous souhaitons y apporter une réponse crédible.



Finitude des ressources et inégalités

Néanmoins, la discussion est rendue d'autant plus complexe que les questions de la finitude des énergies et de l'empreinte environnementale ne sont pas les seules en cause. « *Il y a deux questions qui se polluent mutuellement* », résume le réalisateur : « ***il y a la question des limites, c'est-à-dire le gâteau que nous avons à disposition, et la question de justice, c'est-à-dire la manière dont on se répartit le gâteau*** ». Ce qu'il signifie qu'il est difficile d'obtenir de la sobriété – perçue par la majorité comme de la restriction – alors que notre société n'a jamais été aussi inégalitaire. À l'avenir, **les décisions collectives seront certainement soumises à un difficile équilibre à trouver entre ces deux aspects**. Avec cette interrogation au centre : serons-nous encore capable de faire société demain ?

Avec « *Quand on sait* », Emmanuel Cappellin produit son premier long-métrage en tant que réalisateur. Une [campagne de financement participatif](#) est en cours pour permettre le montage final du documentaire. Quelques extraits peuvent d'ores et déjà être consultés sur [le site du film](#). Mr Mondialisation est partenaire du film.



À la COP24, les États-Unis et l'Arabie saoudite sont la cible de toutes les critiques

Amélie Bottollier-Depois - Agence France-Presse à Katowice

« Sans scrupules », « déni » de réalité : les États-Unis et l'Arabie Saoudite se sont retrouvés lundi sous le feu des critiques à la COP24, où ils sont accusés de soutenir les énergies fossiles responsables des changements climatiques et de minimiser les alertes des scientifiques.

Premier front de critiques, la science. Le récent coup de semonce des scientifiques du GIEC ne laisse aucune place au doute : si le monde veut limiter le réchauffement à +1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle et éviter une planète à +2 °C qui subirait plus d'événements météo extrêmes, il faut réduire de près de 50 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2010.

Le déni ne change pas la réalité, le changement climatique existe déjà et est pire que nous le craignons.

— **Le ministre de l'Environnement des Maldives, Hussain Rasheed Hassan**



Photo: Janek Skarzynski Agence France-Presse Les États-Unis et l'Arabie Saoudite se sont retrouvés lundi sous le feu des critiques à la COP24, où ils sont accusés de soutenir les énergies fossiles responsables des changements climatiques.

Mais tous les pays n'acceptent pas vraiment ces conclusions. À la 24e Conférence de l'ONU sur le climat (COP24), États-Unis, Arabie saoudite, Russie et Koweït ont plaidé ce week-end pour que les délégations « prennent note » de ce rapport du GIEC, tandis que les États insulaires, soutenus notamment par l'UE et les pays les moins avancés, insistaient pour que l'assemblée « accueille favorablement » le texte.

Le différend, qui n'a pas été résolu et risque de perturber les négociations destinées d'ici vendredi à donner vie à l'accord de Paris de 2015, a déclenché les attaques contre ces quatre gros émetteurs de gaz à effet de serre.

« Le déni ne change pas la réalité, le changement climatique existe déjà et est pire que nous le craignons », a insisté lundi le ministre de l'Environnement des Maldives, Hussain Rasheed Hassan, dont le pays a lancé la charge samedi.

« Nous ne sommes pas capables de soutenir les conclusions du rapport spécial du GIEC ici, mais cela ne change pas le fait que dans le monde, les récifs coralliens continueront de blanchir, les feux de forêt continueront à brûler, les gens continueront à mourir à cause des sécheresses, des canicules, des tempêtes, et des maladies et la mer continuera à monter autour de nous », a-t-il dénoncé.

« L'Arabie saoudite, la Russie, le Koweït et surtout les États-Unis sont des États sans scrupules. Ces quatre importants producteurs d'énergies fossiles travaillent ensemble contre les intérêts du reste du monde », a déploré Mohamed Adow, de l'ONG Christian Aid.

Bien plus qu'une mésentente sur un mot

Si une bataille autour d'un mot peut sembler « futile », « les implications sont très mauvaises pour l'avenir du processus de négociations », a indiqué à l'AFP la déléguée de Saint-Kitts et Nevis, Rueanna Haynes.

Certains pays n'ont d'ailleurs pas caché que leur position reposait sur leurs doutes sur le rapport du GIEC, pas simplement sur un mot.

Quelques heures avant que [Donald Trump](#) ne suggère ce week-end de « mettre fin » à l'accord de Paris, « ridicule et extrêmement cher », le représentant américain soulignait ainsi que l'adoption en octobre de ce rapport par toute la communauté internationale, dont les États-Unis, ne valait pas « approbation » de son contenu par Washington. Cette intervention inhabituelle — même depuis l'élection de Trump — a inquiété les observateurs.

Dans un message à la presse lundi, l'Arabie saoudite a, elle, mis en avant les « incertitudes » du GIEC.

Le royaume pétrolier est en outre le plus mauvais élève en matière d'action climatique, selon [le classement annuel Climate Change Performance Index](#) publié lundi par plusieurs ONG. Les Américains occupent l'avant-dernière place de ce classement.

Faisant fi des critiques, comme l'an dernier à Bonn, les États-Unis ont organisé lundi à la COP24 un événement pour notamment « présenter les façons d'utiliser les énergies fossiles de façon aussi propre et efficace que possible ».

« Nous croyons fermement qu'aucun pays ne devrait sacrifier sa prospérité économique ou sa sécurité énergétique face à l'environnement », a déclaré le conseiller spécial de Donald Trump, Preston Wells Griffith.

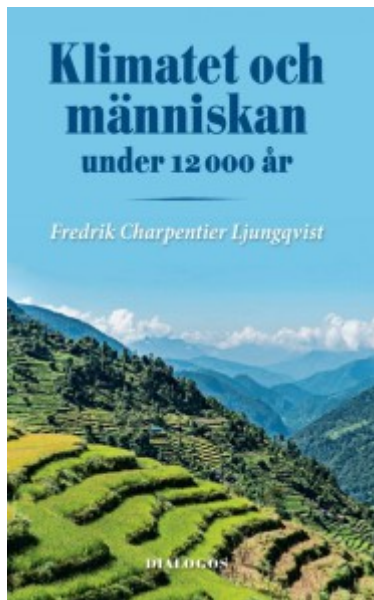
« Gardez-les sous terre », ont répondu en chœur des militants en déployant une banderole dans la salle.

« Après avoir refusé de croire à son propre rapport scientifique sur le changement climatique, l'administration Trump continue à promouvoir le charbon au sommet climat de l'ONU. Et après : ignorer la science sur le tabac et le promouvoir dans une conférence mondiale sur le cancer ? » a déploré Michael Bloomberg, envoyé spécial de l'ONU pour l'action climatique.

Entretien – 12 000 ans de changements climatiques, 50 ans de réchauffement global

Tobias Boestad 10 décembre 2018

Alors que le réchauffement climatique est devenu une évidence, certains sceptiques se plaisent à rappeler que le climat n'a pas attendu ces cinquante dernières années pour connaître des hauts et des bas. Après une semaine marquée par la COP 24 et des manifestations pour le climat, [Fredrik Charpentier Ljungqvist](#), historien médiéviste et paléoclimatologue à l'Université de Stockholm, nous explique tout en nuances ce que le réchauffement actuel a de nouveau, et les effets qu'ont eu les changements climatiques sur certaines sociétés du passé.



*Fredrik Charpentier Ljungqvist a publié l'année dernière *Klimatet och människan under 12000 år* [Le climat et l'homme pendant 12000 ans, malheureusement non traduit]. Il s'apprête à diriger un projet de recherches sur les causes des crises de subsistances pendant l'époque moderne.*

- ***Votre livre traite du changement climatique et de la manière dont il a influencé l'évolution des sociétés humaines depuis la Préhistoire. C'est une version révisée – pour ne pas dire une réécriture – de votre précédent livre sur le sujet, publié en 2009. À quel point notre connaissance du climat et de son impact sur nos sociétés a-t-elle changé pendant ces huit années ?***

À vrai dire, plutôt qu'une version réécrite ou révisée, c'est vraiment un nouveau livre sur le même sujet que le premier. Notre connaissance des variations climatiques passées, notamment de l'hydroclimat (précipitations et sécheresses) a fait des progrès énormes depuis 2009. Par conséquent, il a été nécessaire de réviser certaines suppositions concernant les répercussions que le climat a pu avoir, par le passé, sur l'agriculture et les sociétés humaines. Notre connaissance des évolutions sociétales passées et de leurs liens éventuels avec la variabilité du climat n'a pas du tout progressé autant, mais plusieurs études très importantes sur la sécurité alimentaire dans le passé ont été publiées depuis 2009. D'importants travaux chinois ont aussi été publiés en anglais ces dernières années, ce qui les rend autrement plus accessibles à la communauté scientifique internationale.

- ***En français, on parle de « dérèglement climatique », ce qui laisse entendre qu'une relative stabilité aurait dégénéré en chaos climatique. Vous soulignez pour votre part que le climat n'a pas commencé à changer au milieu du XX^e siècle, mais qu'il n'a en réalité jamais cessé d'évoluer. Par moments, la température sur terre aurait été jusqu'à 3°C plus haute que de nos jours. En lisant cela, on pourrait se demander ce qui rend le réchauffement climatique que nous vivons aujourd'hui si spécifique et grave...***

Le climat supposément « stable » de l'holocène – c'est-à-dire des quelques 11 000 années écoulées depuis le dernier âge glaciaire – est une formule rhétorique courante mais

partiellement fausse. Il y a quelques décennies, beaucoup de paléoclimatologues considéraient que l'holocène avait connu, sinon un climat stable, du moins des changements climatiques plutôt lents en comparaison avec les âges glaciaires, au climat très variable. Aujourd'hui, on sait au contraire qu'il y a eu des changements climatiques « abrupts » y compris pendant l'holocène : par exemple la désertification de la savane du Sahara en quelques centaines d'années. Si on le compare à d'autres périodes géologiques, il est vrai que le climat de l'holocène a (jusqu'à présent) été relativement stable ; mais cela *ne veut pas* dire qu'il a été parfaitement stable dans le sens où on l'entend souvent.



Peinture sur roche de ca. 5000 av. J. –C. (Tassili n'Ajjer, Algérie, à la frontière avec la Libye et le Niger). Ce genre de peintures fit penser aux chercheurs que le Sahara n'avait pas toujours été un désert, bien avant que la paléoclimatologie ne le prouve.

Dans la période qui court de 7 000 av. J–C à 1500 ap. J–C, il y a plusieurs intervalles de temps où le climat sur Terre a été assez chaud ; mais les températures moyennes *globales* n'ont jamais même approché les 3°C au-dessus de celles d'aujourd'hui. Elles ont tout au plus atteint 1°C au-dessus de la moyenne du XX^e siècle. En revanche, en Europe du Nord et dans certaines autres régions du monde – en particulier à l'extrême nord de l'hémisphère Nord – elles ont tout à fait pu être de 3°C supérieures aux moyennes actuelles, peut-être même plus encore pendant quelques siècles : ici, il est important de distinguer entre *climat régional* et *climat global*. Avec l'actuel réchauffement, global et anthropogène, il est probable que la température moyenne *globale* atteigne voire dépasse la température maximale de l'holocène vers 2050. En revanche, il faudra peut-être encore quelques décennies pour que les températures atteignent des pics sans précédent dans certaines régions qui furent déjà très chaudes au milieu de l'holocène.

Il y a un certain nombre d'éléments qui distinguent l'actuel réchauffement global et le rendent incomparable aux autres périodes chaudes de l'histoire humaine. Le premier est qu'un seul facteur en est pour une grande partie responsable : les émissions de dioxyde de carbone (et dans

une moindre mesure d'autres gaz à effet de serre) provenant des énergies fossiles (pétrole et charbon) que l'on brûle. Le deuxième aspect, peut-être plus important encore, est que comme on peut s'attendre à ce que le réchauffement se poursuive tout au long du siècle, en raison des émissions continues, la température moyenne globale devrait finir par dépasser largement tout ce dont les sociétés humaines ont pu faire l'expérience par le passé.

La grande incertitude, et le point le plus important en ce qui concerne l'impact du réchauffement climatique sur les sociétés, est la manière dont des températures plus élevées affectent les précipitations dans le monde : dans certaines régions, on s'attend à ce que l'hydroclimat reste stable ; d'autres devraient connaître une sécheresse croissante et d'autres encore auront un climat plus humide. Cependant, la question de savoir quels changements affecteront chaque région demeure hautement incertaine. Ce qui est sûr, c'est que la moyenne globale des précipitations augmentera avec un climat global plus chaud – mais bien entendu, les précipitations n'augmenteront pas partout, et en même temps des températures plus hautes entraînent une évaporation plus importante. De sorte que sans une augmentation des précipitations dans une région, celle-ci deviendra plus sèche.

- ***À propos de sécheresse, lorsque vous parlez du « mini âge glaciaire » (ca. 1300–1900), vous soulignez qu'il a causé l'assèchement du Sahel et que le lac Tchad atteignait des niveaux exceptionnellement bas. C'est aussi le cas aujourd'hui, mais cette fois apparemment à cause du réchauffement... Comment ces deux évolutions apparemment opposées peuvent-elles conduire à des conséquences similaires ?***

La question de la sécheresse présente et future du Sahel est complexe et épineuse : en fait, on ne sait pas vraiment si la région est devenue plus aride ou non. Les précipitations varient fortement d'une décennie à l'autre (et même d'une année à l'autre), mais les données instrumentales pour cette région sont si mauvaises et leur profondeur chronologique est si courte qu'il est difficile d'en inférer des tendances sur le long terme. La croissance de la population a été considérable dans la région, au point qu'il y a de nos jours une pression énorme sur l'eau et les ressources végétales. Dans ces conditions, il est difficile de distinguer l'impact de la pression démographique de celle du climat : certaines modélisations climatiques prédisent une aridification de la région en lien avec le réchauffement global, tandis que d'autres prévoient au contraire un climat plus humide (à peu près semblable au climat chaud du milieu de l'holocène, il y a plus de 5000 ans). En même temps, ces modélisations climatiques ont échoué à prédire l'aridification de l'Afrique orientale que nous avons déjà observée, et qui est très probablement liée au réchauffement climatique.

- ***Comment peut-on déterminer quelle température il faisait sur Terre il y a plusieurs milliers d'années ?***

La température globale moyenne est très difficile à calculer, on ne peut que faire des estimations. Des mesures météorologiques commencent à être disponibles en Europe au XVIII^e siècle, et se généralisent à la fin du XIX^e siècle. Toutes les informations sur le climat – que ce soit la température, les précipitations ou d'autres variables – avant cette date doivent être extraites de sources indirectes. Pour le dernier millénaire en gros, on a pour la majeure partie du monde des traces écrites qui peuvent aider.



Enluminure des Très riches heures du duc de Berry

Grâce à certaines annales, on sait par exemple à quelle fréquence le lac de Constance, à la frontière entre la Suisse et l'Allemagne, a gelé depuis le ix^e siècle. Il faut que les températures soient inférieures à -20°C pendant un certain temps pour que le lac de Constance gèle entièrement. Or, au ix^e siècle, il gèle en 875 et en 895. Le x^e siècle est une époque assez chaude, au cours de laquelle le lac ne gèle jamais. Il gèle ensuite deux fois au XI^e siècle, une fois au XII^e siècle puis trois fois au XIII^e siècle. Au cours des siècles suivants, il gèle en 1323, 1325, 1378, 1379 et 1383, puis 7 fois par siècle aux XV^e et XVI^e siècles. On voit ainsi se dessiner un climat local qui nuance parfois la tendance régionale : bien que le xvii^e siècle ait été particulièrement froid, le lac de Constance ne gela entièrement qu'en 1684 et 1695. Mais en général, plus on remonte dans le temps, plus on doit se reposer sur des traces indirectes de la variabilité du climat : les chercheurs appellent ce type de sources pour le paléoclimat des « données proxy ».

Un type de « donnée proxy » très commun et très fiable est le relevé de la largeur des cernes des arbres : ceux-ci sont annuels et peuvent être datés de façon absolue – c'est-à-dire associés à une année précise – mais ils ne reflètent que les conditions climatiques de la saison de

croissance des plantes. Des chronologies longues ont été constituées pour de nombreuses régions du monde, à partir des cernes des arbres vivants et morts (y compris du bois fossilisé issu du fond des lacs). Pour reconstituer le climat passé, les chronologies issues des cernes des arbres ne sont utilisables que si leur croissance est définie par un seul paramètre. Dans un environnement froid, par exemple le nord de la Scandinavie, la largeur des cernes est définie par la température moyenne de la saison de croissance et c'est cela qu'elle reflète. Dans un environnement sec, par exemple l'espace méditerranéen, la largeur des cernes est définie par la disponibilité en eau et les précipitations, et les chronologies des cernes peuvent alors permettre d'estimer les précipitations passées et l'humidité des sols.



La variation de la taille des cernes restitue de manière exacte et annuelle les conditions climatiques passées. La croissance des arbres est influencée entre autres par la température et les précipitations.

Pour de grandes échelles de temps, les relevés de pollens peuvent être très utiles. Ils sont d'une précision faible et peuvent être datés au carbone 14 avec une marge d'erreur d'une centaine d'années. Mais tout comme les cernes des arbres, ils reflètent le climat pendant la saison de croissance, puisque la composition de la végétation reflète très bien les conditions climatiques tant qu'elle n'est pas perturbée par les hommes ou les feux. Avec l'aide des relevés de pollen, on a pu reconstituer le climat pour la majeure partie de la planète au cours des 100 000 dernières années.

Parmi les données *proxy* très utilisées par les paléoclimatologues, on trouve aussi la composition chimique (en particulier les isotopes) des spéléothèmes dans les grottes – les stalactites et les stalagmites ! – ou encore les relevés des cœurs de glaciers ou des calottes glaciaires. Les isotopes des spéléothèmes dans les grottes nous permettent par exemple de reconstituer l'intensité des moussons dans les régions concernées. Quant aux relevés glaciaires, ils permettent de reconstituer les températures des 100 000 dernières années pour le Groenland et l'Antarctique, mais aussi de suivre la circulation atmosphérique, de dater les éruptions volcaniques (grâce aux aérosols trouvés dans les couches de glaces) et d'estimer la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Un des grands défis réside souvent dans le manque de précision et l'incertitude considérable la plupart de ces *proxy* – à l'exception des cernes des arbres. De plus, ces *proxy* ne correspondent pas en réalité à un seul paramètre climatique, mais à plusieurs : par exemple, un même phénomène peut correspondre à la fois à une variation de la température et des précipitations. Enfin, il est parfois difficile de déterminer la saison exacte à laquelle correspond le signal

enregistré.

En théorie, il devrait être facile de calibrer un *proxy* qui, comme les cernes, ne présente aucune incertitude de datation, afin de procéder à des relevés quantitatifs ; mais pour diverses raisons statistiques, cela s'est souvent avéré très compliqué. On aboutit notamment à une sous-estimation de l'amplitude des changements climatiques passés, particulièrement sur de longues périodes de temps : c'est l'une des raisons pour lesquelles les chercheurs ont longtemps pensé que le climat avait relativement peu changé au cours du dernier millénaire. Cette distorsion a été détectée pour la première fois au début des années 2000, alors même qu'il s'agit d'un problème statistique par ailleurs bien connu des mathématiciens et statisticiens.

- ***Votre approche est interdisciplinaire. Ces données « proxy », vous les confrontez aux données archéologiques et aux sources écrites, principalement européennes et chinoises (ce qui est d'ailleurs un spectre particulièrement impressionnant !). Comment les changements climatiques sont-ils perceptibles dans ces sources ?***

L'étude du changement climatique est interdisciplinaire par définition. Mon livre est une synthèse qui ne s'appuie que de façon limitée sur mes propres travaux. Les recherches dont il expose les résultats ont été menées par de nombreux chercheurs dans différents pays et dans des domaines variés. Dans les sources écrites, les effets du changement climatique, ou plutôt des phénomènes extrêmes qui frappèrent la conscience des gens, sont mentionnés pour leur impact sur l'agriculture et l'élevage. Ces phénomènes extrêmes – ou plus généralement les mauvaises conditions météorologiques – sont parfois évoqués pour expliquer la hausse des prix de la nourriture, les troubles internes, l'allègement de la fiscalité, ou encore la famine. De la même manière, il arrive que soient mentionnées les périodes d'abondance, ou les conditions climatiques favorables qui ont permis plusieurs années de bonnes récoltes. C'est par le biais de ses effets ou de ses conséquences – bonnes ou mauvaises – que le climat est mentionné dans les sources écrites des sociétés pré-modernes.

On en a un exemple avec la période de l'« Optimum climatique médiéval », autour de 800–1250, avec un pic au X^e siècle, au cours duquel les conditions pour l'agriculture étaient en général plus favorables, y compris à des latitudes et des altitudes relativement hautes.

L'agriculture se développe et la population s'accroît en Europe du Nord, dans les Alpes et dans d'autres régions montagneuses. Les mauvaises récoltes causées par le froid sont rares.

L'agriculture vinicole se développe également vers le Nord, jusqu'en Angleterre, durant quelques siècles. En Chine septentrionale et centrale aussi, les conditions deviennent plus favorables à l'agriculture : non seulement les saisons de croissance sont plus longues et les conditions climatiques sont dans l'ensemble plus chaudes, permettant de cultiver des plantes tropicales plus au Nord, mais les moussons s'intensifient et se déplacent vers le Nord, ce qui entraîne une raréfaction des périodes de sécheresse – et donc des mauvaises récoltes.

Pourtant, alors que les conditions sont favorables dans le nord de l'Europe et de la Chine, de nombreuses autres civilisations souffrent de sécheresses sévères et durables, comme les Mayas et d'autres civilisations amérindiennes. Pour des raisons inconnues, l'Amérique du Nord-Ouest et centrale ont tendance à souffrir de sécheresse quand le climat se réchauffe. Ces sécheresses contribuent à l'abandon de certaines régions occupées à l'époque classique de la civilisation maya (250–900). Des sécheresses plus tardives au Moyen Âge causèrent également la chute de civilisations amérindiennes dans le Sud-Ouest des États-Unis actuels.



Église de Hvalsey (Groenland), là où eut lieu le dernier événement documenté de la société scandinave qui s'était développée sur l'île à la faveur de l'Optimum médiéval : un mariage entre un magnat islandais et une femme groenlandaise, en septembre 1408.

- ***Vous êtes loin d'être le premier à expliquer que les sociétés humaines progressent et déclinent en lien avec leur milieu. De telles approches ont souvent été accusées d'être déterministes et de négliger les facteurs politiques et sociaux. Comment vous positionnez-vous face à de telles critiques ?***

La plupart des critiques dirigées contre les premières études – et parfois aussi certaines études modernes – sur le lien entre l'environnement, le changement climatique et les changements dans les sociétés humaines sont tout à fait justifiées. Beaucoup de ces études présentent effectivement de sérieux défauts : au mieux, elles laissent de côté des explications importantes, au pire, elles sont totalement fausses. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas, dans certains cas, des liens clairs entre les changements environnementaux et climatiques, d'une part, et les changements des sociétés humaines, d'autre part. Ce qui est important – et ce que j'essaie d'expliquer dans mon livre – c'est que le changement climatique est rarement la seule ou même la principale raison des grands changements sociaux. Il interagit toujours de façon très diverse avec le contexte socio-politique et socio-économique, culturel et technologique. Il doit être considéré comme un facteur de changement parmi de nombreux autres, qui interagissent de

façon complexe. Dans certains cas, quand les changements climatiques sont susceptibles d'avoir un impact profond, positif ou négatif, sur une société du passé, il est nécessaire d'essayer de comprendre par quel biais : souvent, cela se traduit par l'augmentation ou la baisse de la productivité agricole, ou le fait qu'elle soit moins assurée.



La culture sur terrasse fit des progrès importants en Chine du IX^e au XIII^e siècle. Elle permettait de cultiver même des terrains pentus, tout en limitant l'érosion des sols.

- ***Pensez-vous qu'écrire sur l'histoire de l'impact du climat sur les sociétés du passé puisse nous aider à anticiper de futures difficultés et à les surmonter ?***

Oui, en partie, et j'explique pourquoi dans mon livre. Toutefois, il faut rester précautionneux : le monde actuel diffère beaucoup du monde passé, et dans de nombreux domaines. J'ai identifié une série de facteurs qui rendaient les sociétés passées moins résilientes face aux effets des changements climatiques sur la production de nourriture. Et je pense qu'ils sont, pour les parties les plus démunies du monde, toujours pertinents. On trouve par exemple la surpopulation (en relation avec les ressources et les contraintes technologiques de l'époque) ; l'extrême pauvreté d'une large partie de la population même en période « normale » ; l'inégalité d'accès aux ressources, ou l'absence d'accès à certaines ressources-clés pour une grande partie de la population ; une infrastructure sous-développée, inadaptée au commerce de nourriture en grandes quantités ; ou enfin le manque de diversité économique et agricole.

Pour les parties les plus pauvres du monde aujourd'hui, je pense qu'une meilleure compréhension des mécanismes à l'origine des famines et crises de subsistance passées, en lien avec les changements climatiques négatifs, pourrait être utile. J'aimerais aussi souligner que les changements climatiques – dans le passé, comme aujourd'hui et dans le futur – ont aussi leurs « gagnants » dans de nombreuses régions du monde, qui peuvent dès lors développer une agriculture plus productive. Mais revenons aux effets négatifs des changements climatiques. Une meilleure connaissance des mécanismes à l'origine des famines et des crises passées en Europe permettrait de mettre en place une meilleure sécurité alimentaire dans les parties les plus pauvres du monde aujourd'hui. La connaissance des changements climatiques et de leurs effets sur la société peut apporter des réponses essentielles sur les facteurs rendant une société

vulnérable en termes de sécurité alimentaire. Cela permettrait de mieux comprendre le succès et les échecs des réponses et des stratégies mises en place pour contrer les changements climatiques dans l'agriculture, ce qui pourrait être utile dans les régions où l'agriculture de subsistance domine. Dans les prochaines années, je conduirai un projet de recherche sur ces questions, pour lequel j'ai reçu un large financement (et une position académique fixe) : ce projet s'intitule « Démêler les facteurs socio-politiques et climatiques de l'insécurité alimentaire en Europe du Nord (1500-1800) », mais son nom est susceptible de changer quand le projet sera entamé.

Dans le « triangle noir », le charbon polonais a encore de beaux jours devant lui

10 décembre 2018 / [Benjamin Larderet](#) Reporterre



Aux confins de la Pologne, de la République tchèque et de l'Allemagne, la centrale électrique et la mine de charbon de Turów affectent la qualité de l'air et les nappes phréatiques. Mais pas question de remettre en cause le charbon, qui fournit 80 % de l'électricité du pays. Plongée photographique au cœur de cette région minière sinistrée.

- *Bogatynia (Pologne), reportage*

« *Loin des yeux, loin du cœur.* » Pour les Polonais, la mine de Turów est très lointaine. « *Ce n'est plus la Pologne.* » Et pourtant, cette langue de terre coincée entre la République tchèque et l'Allemagne fournit près de 8 % de l'électricité du pays, qui provient à 80 % du charbon. Au cœur du « *triangle noir* », une région dévastée par l'extractivisme au sortir de la Guerre froide, la mine de Turów est un cas d'école : pollution de l'air, épuisement des nappes phréatiques,

déplacement de population.



La centrale électrique de Turów.

Tandis que la région panse lentement ses blessures depuis la chute du bloc soviétique, un programme d'extension industrielle inquiète les voisins tchèques. Un nouveau générateur est en construction, faisant passer la puissance de la centrale thermique de Turów de 1.500 à 2.000 MW. Une extension de la mine en largeur et en profondeur est prévue pour exploiter le filon jusqu'au bout. L'effet sur les nappes phréatiques, déjà important, sera aggravé. Il faut pomper 7 à 10 tonnes d'eau pour extraire 1 tonne de charbon. Avec 7,5 millions de tonnes extraites en 2015 à Turów, les conséquences sont bien réelles sur les nappes phréatiques. L'eau pompée en profondeur est rejetée dans une rivière, et à une dizaine de kilomètres à la ronde, des cours d'eau disparaissent et le niveau des lacs baisse. Dans les puits, il faut maintenant aller chercher de l'eau une vingtaine de mètres plus bas qu'il y a 40 ans.

Des milliers d'emplois sont concernés par la centrale et la mine de charbon

Les 40.000 Tchèques souffrant du déficit d'eau dû à cette exploitation sont démunis et des tensions diplomatiques émergent entre les deux pays. De nouveaux sondages ont été commandés par le gouvernement tchèque, pour avoir une vision plus fine des conséquences hydrologiques de la mine. À moyen terme, la solution retenue est la construction de stations

d'épuration et de pipelines d'une quarantaine de kilomètres de long pour importer l'eau potable depuis un lac de retenue situé dans une zone naturelle. Le tout serait financé par PGE, la compagnie exploitant la mine polonaise. Encore faut-il qu'elle reconnaisse sa responsabilité, aussi bien sur les nappes phréatiques que sur la pollution de l'air.

Le lignite extrait arrive directement, par tapis roulant, dans la centrale thermique voisine de la mine, qui rejette annuellement 7 millions de tonnes de CO₂ après combustion, ainsi que les particules fines associées. Les mesures menées entre 2015 et 2017 à Bogatynia, la localité sur laquelle la mine et la centrale sont implantées, font apparaître qu'il y a entre 68 et 172 jours de dépassement des valeurs tolérées pour les particules fines. L'énergéticien PGE conteste les chiffres, et accuse le chauffage des ménages ou la circulation routière alors même que la moitié des jours de dépassement se produisent dans des périodes où les foyers ne sont pas chauffés. 205 morts prématurées seraient concernées par la combustion liée à la centrale de Turów, selon les calculs du collectif d'ONG [Europe Beyond Coal](#) (« *L'Europe au-delà du charbon* »).



Canalisations destinées à l'alimentation en eau de la mine.

Les ministres de l'Environnement polonais et tchèque se sont rencontrés pour évoquer le problème. Mais les milliers d'emplois concernés par la mine et la centrale à charbon pèsent très lourd. Et PGE est lui-même un poids lourd de l'économie polonaise. À cela s'ajoute le fait que les trois pays concernés par les effets (Allemagne, République tchèque et Pologne) sont les trois plus importants producteurs de charbon en Europe. Dès lors, il est difficile de reprocher au voisin ce que l'on pratique dans son propre pays, et la pression exercée par la mine de Turów sur son environnement proche semble vouée à augmenter. La concession arrivant à échéance en 2020 sera très probablement renouvelée jusqu'en 2044, date programmée d'arrêt de l'exploitation, lorsque les 340 millions de tonnes de lignite en réserve seront extraits. Il faudra alors agrandir la mine pour atteindre toutes les ressources disponibles.

Des mineurs ont remplacé les familles aristocrates et bourgeoises

La mine s'étendra en direction de la frontière tchèque, jusqu'à quelques centaines de mètres de celle-ci. Et le village d'Opolno-Zdroj disparaîtra comme tant d'autres dans le cratère de la mine. La grandeur passée de ce village anciennement thermal se discerne à travers les vestiges des grandes villas des familles aristocrates et bourgeoises qui fréquentaient l'endroit au XIXe siècle. Le contraste est marqué avec la situation actuelle, où les classes populaires vivant de la mine occupent maintenant ces anciens lieux de villégiature.



L'ancien village thermal d'Opolno-Zdroj est condamné. L'électricien polonais PGE y achète progressivement les maisons avant leur destruction.

À la sortie du village, les routes conduisant à la mine sont fermées par des barrières ou des arbres abattus. Des monticules de terre encombrant la chaussée pour empêcher l'accès aux abords de la mine. Des panneaux rappellent la propriété privée de l'exploitant. Des agents de sécurité patrouillent à bord de 4x4, prêts à intercepter toute personne non autorisée s'aventurant sur les terres de PGE ou s'attardant à leur abord. Les maisons rachetées progressivement par la compagnie sont murées. Le mur invisible dressé aux marges de la mine semble pousser imperceptiblement les habitants à l'extérieur de la route qui matérialise les limites de la future exploitation.

La pollution des sols met l'humanité en péril

par Yohan Demeure 7 décembre 2018 SciencePost.fr



Crédits : Wikimedia Commons

En pleine COP24, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) mène une campagne de sensibilisation destinée à mettre fin à la pollution des sols, qui met également l'humanité en péril. L'ONU a dressé un constat très préoccupant.

Un problème mondial

Sur [sa page consacrée à la Journée mondiale des sols](#) du 5 décembre 2018, la FAO annonce le lancement de la campagne [#StopSoilPollution](#). L'organisation rappelle qu'à l'horizon 2050, la population mondiale devrait **atteindre les 9 milliards d'habitants**. Or la pollution des sols est un problème qui devra être de plus en plus considéré, dans la mesure où il est question de la contamination de l'eau, de l'alimentation, mais également de l'air.

La publication rappelle que les sols sont dotés d'une **capacité de filtrage et d'atténuation** des effets négatifs des polluants, mais que **cette même capacité à ses limites**. Il s'avère que la pression est sans cesse grandissante de la part des activités humaines : déchets urbains non traités, pratiques agricoles non durables et activités industrielles et minières – entre autres.

Par ailleurs, la technologie progresse si bien que **des polluants jusqu'ici non observés** le sont désormais, ajoutant à l'inquiétude déjà présente chez les experts. De plus, ces nouvelles technologies sont elles-mêmes susceptibles de rejeter d'autres contaminants dans la nature.



Une ressource limitée

La FAO rappelle que la perte et la dégradation des sols sont **irrécupérables sur une génération**, et que ces mêmes sols représentent une ressource limitée. A fortiori, leur mise en péril pose problème, car pas moins de «**95 % de nos aliments sont directement ou indirectement produits dans nos sols** ». Il est donc impératif de préserver les sols sains.

Il faut également savoir que la pollution des sols **cause une réaction en chaîne**. En effet, la biodiversité présente dans les sols est impactée, ce qui réduit la matière organique et la fameuse capacité à agir comme un filtre. L'eau **stockée dans les sols et autres nappes souterraines** se trouve également contaminée, générant un déséquilibre au niveau des nutriments qui y sont présents.

La FAO évoque également la présence de **nouveaux polluants** tels que les produits pharmaceutiques et de soins personnels, s'ajoutant [aux métaux lourds](#) et autres polluants organiques persistants. La campagne #StopSoilPollution est destinée à faire comprendre au public que la pollution des sols est invisible, mais **impacte le rendement des récoltes** – et donc notre sécurité alimentaire – ainsi que leur qualité. De manière générale, outre l'environnement, la santé humaine est en jeu.

[Source](#)

[Entrée en résonance](#)



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 08 octobre 2018

Les chapitres d'ouverture du nouveau livre de Michael Lewis, *The Fifth Risk*, décrivent en détail la négligence de l'équipe de transition de Trump au cours des mois qui ont précédé son assermentation comme président. L'ancien gouverneur du New Jersey, Chris Christie, dirigeait l'équipe, avec ses cartables remplis de chefs d'agences possibles, avant qu'il ne soit sommairement mis sur la touche par Steve Bannon, lui-même bientôt jeté par-dessus bord par le «Golden Golem of Greatness», Donald Trump lui-même.

Il existait en fait un ensemble de protocoles rigoureux de gestion de la transition du pouvoir

basés sur des décennies de pratique et d'inquiétude face aux redoutables démons nucléaires au cœur du pouvoir américain - et ils étaient dédaignés, à la plus grande horreur de la bureaucratie permanente en attente sur place de leadership.

Dans les mois qui ont suivi les élections, M. Trump était apparemment hébété et déconcerté par sa victoire inattendue et complètement impréparé à la gestion du pays. Son cerveau «de génie stable» (comme il se décrit lui-même) surdimensionné surveillait la scène et son champ de vision ne voyait que des *marais* allant d'une mer à l'autre, peuplés de lézards, de serpents, de rapaces et d'insectes venimeux, avec des prédateurs de mammifères de rang supérieur dans les bureaux de direction. Quand il a finalement compris comment se jouait la partie, M. Trump a rassemblé sa propre ménagerie de créatures croustillantes et les a envoyés pour diriger des opérations telles que le Ministère de l'Énergie, - dans ce cas, l'ancien gouverneur du Texas, Rick Perry, qui ne connaissait strictement rien des responsabilités de ce département, et avait juré de l'abolir lors des élections primaires (quand il s'est rappelé que cela existait).

La politique entourant ces questions extrêmement graves est particulièrement intéressante et Michael Lewis, comme toujours, excelle dans la résolution des énigmes mystérieuses de systèmes extrêmement complexes gérés par des humains aux limites comiques. Mais il se dégage quelque chose d'autre de cette histoire, peut-être involontairement, à savoir que la complexité croissante du gouvernement est désormais irrémédiablement ingérable, quel que soit leur responsable, et que la trajectoire actuelle de cette complexité toujours croissante mène à la criticalité et à l'effondrement. Si Lewis aborde cette question plus tard dans le livre, ce dont je doute, ne serait-ce que pour ses références cavalières à la douteuse activité de l'huile de schiste, cela ne se voit pas dans les premiers chapitres.

Mais ceci n'est pas censé être une critique partielle de ce livre. Il est un fait que certains des meilleurs esprits analytiques de notre époque manquent le fil conducteur de l'histoire: le 21^{ème} siècle, à savoir que les affaires humaines sont entrées dans une période dangereuse de changement désordonné, en grande partie à cause du piège séculaire d'investissements de plus en plus élevés dans la complexité avec des rendements décroissants. C'est exactement ainsi que les sociétés s'effondrent et c'est ce qui se passe au temps de Trump. On pourrait même penser que la simplicité d'esprit de M. Trump est une sorte de vertu face à la complexité sans issue. Son instinct, au moins, est de le repousser.

Mais au niveau macro, ce système et ses sous-systèmes sont hors de contrôle et entrent en résonance. Le gouvernement a tenté de les soutenir par des stratagèmes qui s'apparentaient à du racket - de la manipulation et de la représentation malhonnête de la monnaie - et maintenant la monnaie elle-même est en révolte, comme en témoigne la hausse soudaine des taux d'intérêt, en particulier des dix bons du Trésor américain d'un an à plus de 3,2% juste avant l'ouverture du marché d'aujourd'hui

Le gouvernement américain ne peut pas gérer les taux d'intérêt à ce niveau, après des décennies d'accumulation de dette. Les autres pays ne peuvent pas non plus rembourser leurs emprunts libellés en dollars, ce qui a bouleversé les marges de l'économie mondiale: les monnaies s'effondrent, les entreprises s'effondrent et les instruments de dette souveraine fondent. Vous pouvez être sûr que ce désordre finira par se propager des marges vers le centre, à savoir les États-Unis. Cela fait déjà partie de notre vie politique, ce qui pourrait être considéré comme le *système d'alerte précoce dans son ensemble*. De ma longue vie je n'ai jamais vu un

fiasco politique aussi fou que le processus de confirmation de Kavanaugh, avec son retour à l'hystérie sociale médiévale et ses exercices renversants de mauvaise foi.

Ce spectacle d'horreur fascinant a également détourné l'attention de la nation - et des médias entièrement investis dans la préparation du psychodrame - des énormes mouvements tectoniques dans le système monétaire mondial, qui se désagrège maintenant. Entre autres choses, cela va faire exploser le fantasme selon lequel M. Trump a orchestré comme par magie une nouvelle économie miracle. Mais cela mettra également fin brusquement aux machinations pornographiques de ses adversaires à Swampston. Et ensuite, nous allons nous atteler sérieusement à la véritable affaire de la longue urgence - prendre de nouvelles dispositions, même les plus difficiles - pour échapper au fouillis mortel de notre hyper-réalité hyper-complexe..

Lentement d'abord, et puis tout d'un coup



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 22 septembre 2016

L'incohérence époustouflante de la campagne électorale qui se joue aujourd'hui aux Etats-Unis ne fait que refléter la choquante incapacité du public américain, en haut comme en bas, à comprendre les réalités de notre époque. La plus urgente étant la contraction économique globale. Ayant heurté de plein fouet le mur des ressources, et notamment du pétrole abordable, l'économie techno-industrielle globale a déraillé.

Il est évident qu'il existe des façons pour l'Homme de peupler cette planète, peut-être même de manière civilisée, mais certainement pas à l'échelle colossale du régime économique d'aujourd'hui. Le destin de l'ordre actuel des choses n'a rien à voir avec nos préférences personnelles. Nous devons l'accepter que cela nous plaise ou non ; et parce que la civilisation actuelle est une telle anomalie, il nous faudra bientôt nous demander comment nous en retourner sans encombres à une disposition nouvelle de la vie de tous les jours. Ni Trump ni Clinton ne semblent avoir la moindre idée de ce qui se joue sous leurs yeux.

Le dilemme que je décris ici est aussi appelé la *fin de la croissance*. L'impact romantique de ce terme tend à paralyser même les esprits les plus cultivés, et tout particulièrement les professeurs d'économie, les anciens avocats de Yale devenus politiciens, les éditeurs du *Wall Street Journal*, les hommes en costume qui arpentent les couloirs des étages de direction des grosses corporations, et les bureaucrates de Washington. En l'absence de cette croissance, telle qu'est définie par les statistiques de l'emploi et de la productivité qui jaillissent telles des bratwursts empoisonnées des pousoirs à saucisses des agences du gouvernement, les élites ne peuvent voir plus loin que l'abysse qui s'ouvre devant elles. Le manque d'imagination de nos élites a parfois de quoi faire peur.

Comme c'est souvent le cas au sein des sociétés trop mûres, trop matures, nos élites ont commencé à avoir recours à des formules magiques pour sauvegarder nos arrangements actuels. C'est pourquoi la Réserve fédérale, autrefois une organisation opérant dans les ténèbres de la vie courante, est désormais à l'avant de la scène, affairée à nous hypnotiser par ses incantations destinées à contrer les ravages de la déflation de la dette (pour en savoir plus sur ce

phénomène, lisez l'essai de Ben Hunt intitulé [Magical thinking](#) et disponible [ici](#).)

L'une des manières de faire face à ce problème serait de remplacer le terme « croissance » par « activité ». Une société humaine est libre de choisir différentes activités susceptibles de produire d'autres effets que le développement d'un modèle de comportement techno-industriel. Elle pourrait choisir de développer des fermes plutôt que des sociétés d'applications mobiles. Elle pourrait opter pour le travail manuel plutôt que pour la télévision, construire des villes plus compactes plutôt que des terrains vagues suburbains. Elle pourrait choisir d'organiser des spectacles de marionnettes, des concerts, des chorales plutôt que des Super Bowls et des vidéos pornographiques. Elle pourrait fabriquer à la main des produits de qualité plutôt que de cracher à la chaîne des biens qui ne passeront pas la semaine. Mais aucune de ces activités alternatives ne qualifie de « croissance » pour notre société actuelle. A dire vrai, elles sont même perçues comme représentant une contraction. Même si elles pourraient nous apporter une organisation satisfaisante et durable de la vie de tous les jours.

Les rackets et les fraudes que nous déployons dans nos efforts de préserver les apparences ont détruit le système financier dont dépend le régime actuel. Tout n'est plus qu'une illusion établie par la fraude comptable pour nous cacher le fait que les promesses ne seront jamais tenues. Tous les efforts des banques centrales, qui cherchent à emprunter à l'avenir pour dissimuler l'absence de croissance d'aujourd'hui, ne suffiront pas à cacher indéfiniment la non-remboursabilité des sommes empruntées. Et la vengeance que nous réserve l'avenir est claire : il nous prouvera que la richesse en laquelle nous croyons n'existe pas – notamment celle représentée par les devises, les actions, les obligations et autres instruments éphémères imaginés en tant que véhicules d'accumulation de capital. Les actions ne valent pas ce qu'elles prétendent valoir. Les obligations ne seront jamais remboursées. Les devises ne sont pas des valeurs de réserve.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Lentement d'abord.

Et puis tout d'un coup.

Nous entrerons bientôt en collision avec ces malheureuses réalités, qui coïncident parfaitement avec les vecteurs déplorables des politiques nationales qui ne sont autres que les conséquences de l'inertie de l'échelle à laquelle nous avons organisés la vie de tous les jours. Trump, convaincu de sa propre brillance, ne sait rien, et porte son intolérance à la manière d'une médaille d'honneur. Clinton incarne littéralement l'horreur de ces conséquences qui attendent de nous sauter au visage – et l'idée que tout continuera d'aller pour le mieux si elle parvenait à la Maison blanche. Quand ces deux gargouilles se feront face dans l'arène des débats la semaine prochaine, nous n'entendrons rien de la réorganisation de la vie courante.

Mais il existe une synergie évidente entre la mauvaise gestion de notre monnaie et la mauvaise gestion de la politique. Les deux ont la capacité d'amplifier les conséquences de l'autre. La terrible atmosphère qui plane au-dessus de cette saison d'élections dépravée suffira à mettre à genoux les marchés et les banques. Et les marchés et les banques sont suffisamment instables pour affecter les élections.

Tout au long de l'Histoire, les élites ont fini par tomber. Ne vous demandez-vous jamais comment les deux institutions anciennes que sont les partis démocrate et républicain ont pu

cracher de tels énergumènes ? Méritent-elles encore d'exister ? Et que se passera-t-il quand elles partiront en fumée, avec les revenus et l'épargne du public ?

Les généraux entreront en scène.

Papa Bush était un planétoïde d'excréments ravagé par des vers frétilants

Par Dmitry Orlov – Le 4 décembre 2018 – Source [Club Orlov](#)



Je crois qu'il est malséant de dire du mal des personnes récemment décédées. Cela peut blesser les êtres chers qu'ils ont laissés derrière eux et créer de l'animosité parmi les vivants. La mort doit être traitée avec dignité et décorum. Les morts devraient être pardonnés pour leurs transgressions, car même les vrais méchants pourraient être considérés comme ayant fait une bonne chose à la fin, mourir, débarrassant ainsi le monde de leur présence immonde, leur mort même étant un acte d'expiation.

Mais cette façon de penser est-elle pertinente pour la disparition opportune des [orbes](#) politiques américains, qu'il s'agisse de sacs sphériques démocrates suppurants ou de planétoïdes d'excréments républicains ravagés par des vers frétilants ? Ne serait-il pas profondément malhonnête de votre part de faire autre chose que de crier joyeusement à son expulsion finale vers les profondeurs de l'enfer ? N'avez-vous pas ressenti un petit spasme d'exaltation en apprenant que Richard Nixon était mort ? N'avez-vous pas ressenti l'envie de faire une petite danse de joie quand John McCain a calanché ? Et n'aurez-vous pas à vous retenir d'agiter vos petits poings en l'air en criant « Ouaiiiiis! » quand vous entendrez qu'Henry Kissinger a finalement passé l'arme à gauche ?

Alors, ne vous retenez pas non plus ! Réjouissez-vous, nation, car un orbe suppurant s'est détaché de votre firmament et a été aspiré sans coup férir dans un trou noir où il restera à tout jamais. Ressentez la joie ! Si vous ressentez des douleurs de conscience en vous réjouissant de la mort de quelqu'un, sachez que ces orbes en décomposition ne sont pas exactement humains. Certains les considèrent comme des reptiliens venus de l'espace, même si je crois que c'est un peu fantasque.

Je crois que ce sont des humains qui ont eu l'extrême vanité de se considérer eux-mêmes comme des divinités païennes ; par conséquent, les considérer comme des orbes célestes, dont la plupart ont été nommés d'après le nom de dieux païens, semble plus approprié. Leurs standards sont élevés – si élevés qu'ils font, en fait, du deux poids, deux mesures : il y a eux et

tous les autres. Leur modus operandi semble être la vieille phrase latine « Quod licet Iovi, non licet Bovi » : « Ce qui est permis à Jupiter n'est pas permis aux bœufs ». En d'autres termes, chaque président américain a été un criminel de guerre coupable de multiples crimes, de crimes contre l'humanité et d'innombrables atrocités allant jusqu'à des actes de génocide. Pour eux, c'est permis ; pour les dirigeants des autres nations, pas tant que ça, à moins qu'ils ne soient alliés, bien sûr.

Jimmy Carter peut dîner avec le dictateur indonésien Suharto et signer des accords d'armement avec lui, même si ses troupes commettent des actes de génocide au Timor oriental.

Reagan, Papa Bush, puis Bush fiston, peuvent virevolter en considérant une bande de vils mécréants comme de vaillants moudjahidin luttant pour la liberté, puis, les mêmes, comme d'ignobles terroristes d'al-Qaïda, et enfin les armer et les équiper, avant pour terminer de les combattre sans succès pendant dix-sept ans environ. Pour les orbes suppurants, la bataille pour tout ce qui est le « bien » et contre tout ce qui est le « mal » est rendue facile par le fait que les deux sont interchangeables sur un coup de tête : un instant, Noriega est un agent actif de la CIA, ses efforts pour diriger le Panama et renforcer le commerce de la cocaïne de la CIA sont très appréciés par son directeur George Bush et le moment suivant il est un criminel à arrêter et à emprisonner à vie en mettant en scène une invasion militaire.

Des atrocités humanitaires – au Kosovo, en Libye ou en Syrie – peuvent être concoctées sur un coup de tête, pour justifier des interventions humanitaires qui impliquent alors de véritables atrocités humanitaires (qui sont soigneusement ignorées). La liste d'exemples peut être allongée à l'infini, mais le schéma reste le même : tout ce que font les orbes purulents est, par définition, pour le bien du pays et du monde et, si vous êtes en désaccord, vous êtes par définition le « mal ». Une telle logique nous amène au-delà de toute conception de la morale et elle est donc parfaitement diabolique. Par conséquent, les orbes suppurants sont des incarnations et des émanations du mal, et leurs morts réduisent la quantité de « mal » dans le monde et doivent être célébrées et non pleurées.

Au cours des années que j'ai passées aux États-Unis, j'ai acquis une vision bien ancrée des politiciens américains comme un fléau dans le firmament céleste : des orbes en train de pourrir aux confins de l'horizon. J'imagine avec fantaisie les orbes démocrates, tels Clinton et Obama, comme des sacs sphériques de pus, tandis que les républicains – les Bush, surtout – comme des planétoïdes formés d'excréments, ravagés par des vers. Cela exagère quelque peu les différences entre eux, qui sont pour la plupart minimes. Il m'aurait peut-être été possible d'apprendre à les ignorer complètement si seulement les gens avaient cessé de les pointer du doigt et d'en parler, mais ils ne l'ont jamais fait, car il y avait si peu de choses à discuter à part le choix entre ces deux types d'orbes suppurants.

Ce qui ne veut pas dire non plus que ce sujet mérite d'être trop discuté ; c'est simplement irritant, comme une démangeaison qui gratte, parce que peu importe le type d'orbe qui se trouve à la tête, la responsabilité reste la même. Il s'agit notamment de :

1. S'assurer que la pompe à fric basée sur le dollar, qui draine l'épargne des pays du monde entier et les maintient dans un état d'endettement perpétuel, continue de fonctionner.
2. S'occuper des soins et de l'alimentation du complexe militaro-industriel, qui a toujours besoin de dictatures terroristes pour s'armer et de nouvelles cibles désarmées à bombarder et à

renvoyer à l'âge de pierre.

3. Perpétuer une fausse démocratie qui exauce les vœux des lobbies d'affaires et des oligarques tout en faisant de son mieux pour ignorer tous les autres.

4. Répondre aux besoins de certains groupes ethniques privilégiés, les Anglo-Saxons et les Juifs, essentiellement.

En plus de maintenir les prisons pleines et de veiller à ce que les riches continuent de s'enrichir tandis que les pauvres restent pauvres, ce sont là des préoccupations bipartisanes. Les Américains non privilégiés peuvent voter, sauter dans un lac, se planter entre eux des clous dans la tête à coups de masses, ou simplement s'asseoir là comme Bouddha, bras et jambes repliés – politiquement, l'effet sera exactement le même.

Un planétoïde d'excréments ravagé par des vers se détache particulièrement dans ma mémoire. Quand on m'a accordé la citoyenneté américaine, le collet monté qui administrait la procédure m'a demandé (pour être absolument sûr que j'étais apte à être américain) qui était le vice-président [de Reagan]. J'étais d'un âge où les jeunes hommes ne sont pas trop préoccupés par la mémorisation de ces informations inutiles, et j'ai donc haussé les épaules. On m'a quand même accordé la citoyenneté. La bonne réponse aurait été : « George Bush, mais c'est qui ? » Mais c'était définitivement la mauvaise question. Les bonnes questions auraient été :

1. Comprenez-vous qu'une fois que vous aurez accepté la citoyenneté américaine, vous devrez payer des impôts américains, peu importe où vous décidez de vivre dans le monde ? Les États-Unis sont l'un des deux États pratiquant l'esclavage fiscal ; l'autre est l'Érythrée.

2. Comprenez-vous qu'une fois que vous acceptez la citoyenneté américaine, peu importe le monde dans lequel vous vivez, tous vos enfants, même s'ils n'ont jamais mis les pieds aux États-Unis, peuvent également être obligés de payer des impôts américains ?

3. Comprenez-vous que si jamais vous décidez de renoncer à votre citoyenneté américaine, vous devrez payer 2 350 \$, passer un audit de l'IRS (le fisc) et serez probablement obligé de vous séparer d'une grande partie de vos économies ?

4. Comprenez-vous que vos enfants ne pourront en aucun cas renoncer à leur citoyenneté américaine avant l'âge de 18 ans ?

5. Comprenez-vous que, bien que les États-Unis soient le principal lieu de blanchiment d'argent pour les oligarques du monde entier, en tant que ressortissant américain, vous serez transformé en substance toxique pour les institutions bancaires étrangères en raison de la réglementation financière américaine onéreuse et excessive ?

6. Comprenez-vous que, contrairement à beaucoup d'autres pays, les États-Unis n'accordent à leurs citoyens aucun droit particulier au-delà de l'abstrait et vaporeux « vie, liberté et poursuite du bonheur » ? Plus précisément, vous n'aurez pas droit à un salaire décent, à un logement abordable, à des soins médicaux, à une éducation fondée sur le mérite ou à une retraite digne, et tout ce sur quoi vous pouvez toujours compter en tant que citoyen américain sera votre propre chance et un peu de charité.

Ce sont toutes des questions qu'il serait très utiles de poser à quiconque s'apprête à accepter la citoyenneté américaine, à titre d'avertissement. Mais au lieu de cela, on s'attendait à ce que je

prononce les mots « George Bush », et quand je ne l'ai pas fait, ce fut bien aussi. Apparemment, ils vous prendront aussi longtemps que vous aurez un battement de cœur. Tant que votre cœur bat encore, vous pouvez être tout ce que vous voulez – de la chair à canons, un surfeur de dettes ou un toxicomane qui vit dans la rue. Vous pouvez même rêver de devenir vous-même un jour un orbe suppurant !

Eh bien, le cœur de George Bush ne bat plus : il est enfin mort. Alléluia ! Que les cieux se réjouissent !

Rappel : l'époque où Macron se croyait écolo !

Michel Sourrouille , biosphere, 11 décembre 2018



Emmanuel Macron il y a un an* : Notre modèle de développement n'est pas viable pour l'humanité. Il faut donc un choc dans nos modes de production :

COP21 à Paris. Cet accord ne comporte pas de mécanisme de sanction. Les engagements internationaux nous placent aujourd'hui sur une trajectoire de 3,5°C de réchauffement de la planète. Ce qui sauvera le climat, ce ne sont plus des grands sommets diplomatiques classiques. Depuis l'accord de Paris, plein de sujets ont été abandonnés ou laissés en jachère.

Renoncement à exploiter les réserves mondiales de ressources fossiles, qui représentent 85 % des émissions humaines de gaz à effet de serre : la France est le premier pays à le faire concrètement à l'horizon 2040. Chacun va dorénavant devoir se mettre en cohérence avec ses engagements internationaux.

Deux coalitions pour accélérer les investissements dans le renouvelable et dans les nouveaux modes de production : la coalition des philanthropes pour contribuer beaucoup plus à la lutte climatique avec, en particulier, les financeurs américains qui sont prêts à compenser une partie de l'engagement public fédéral américain, et une coalition des fonds souverains. Grâce, notamment, à l'implication très forte de la Norvège, plusieurs fonds souverains vont s'engager à financer massivement la transition énergétique. Outre la Norvège, il s'agit des fonds souverains des Emirats arabes unis, du Koweït et de la Nouvelle-Zélande. Ils représentent, ensemble, des milliers de milliards de dollars.

Taxe sur les transactions financières (TFF) à l'échelle européenne, mais celle-ci continue de diviser les Européens : Nous relançons la coalition autour du modèle de TFF à la française. La Belgique est prête à la faire, nous pouvons avoir une vraie discussion avec l'Italie, et l'Allemagne peut également se joindre à nous. Nous affrontons sur beaucoup de sujets tout le problème du fonctionnement de l'Europe. Il faut assumer d'avoir une avant-garde composée de pays qui ont envie d'aller plus loin, notamment sur les questions énergétiques.

Un prix plancher de la tonne de CO2 à 30 euros à l'échelle européenne pour faire changer les comportements. Là où le sommet fera apparaître un manque européen, c'est sur le prix du CO2. Il faut prévoir un mécanisme qui associe le plus grand nombre d'Etats possible. Je sais que beaucoup de lobbys sont contre – le lobby de l'automobile, celui de l'industrie lourde –, mais sans ce choc pour modifier les comportements productifs, nous n'obtiendrons pas de résultat.

Sortie du nucléaire. Nous allons descendre le plus vite possible vers 50 % de nucléaire, mais à condition de ne pas émettre plus de gaz à effet de serre. Je souhaite que la programmation pluriannuelle de l'énergie qui sera présentée en 2018 puisse fixer une trajectoire qui soit, cette fois-ci, crédible. Si l'on est d'accord pour considérer que la première priorité, c'est le réchauffement climatique, l'urgence est alors de fermer des centrales thermiques et celles au charbon. Or, personne ne l'avait fait. Nous allons le faire avant la fin du quinquennat, je ne renvoie pas cette décision à mes successeurs. La dépend d'une accélération sur la production d'énergie renouvelable, de l'avancée de nos recherches sur le stockage pour compenser l'intermittence des énergies renouvelables, et le calendrier de l'ASN [Autorité de sûreté nucléaire] sur le plan de la sûreté des centrales nucléaires aujourd'hui en service. Je ne transigerai en rien sur la sûreté.

Sur le glyphosate... J'entends et je respecte les activistes qui voudraient sortir avant-hier, mais je suis en charge de l'intérêt général. Je refuse les débats polarisés entre ceux qui ne veulent jamais rien changer et ceux qui voudraient tout changer tout de suite. Aujourd'hui, il y a des agriculteurs français qui, en toute honnêteté, ne savent pas faire sans Roundup. Nous allons accélérer la recherche et lancer une coopération renforcée au niveau européen. Je me bats aussi contre les lobbys et au niveau européen pour avoir une expertise indépendante. Il est intolérable d'avoir une expertise faussée par des intérêts partisans.

Notre-Dame-des-Landes. Les intérêts climatiques seront évidemment pris en compte dans notre décision. Il y a aussi les aspects démocratiques et économiques. Quelle que soit notre décision, la cohérence avec tous nos choix environnementaux au niveau national, européen et mondial, sera un des éléments de notre choix.

* LE MONDE du 13 décembre 2017, Emmanuel Macron : «*Il faut un choc dans nos modes de production*»

SECTION ÉCONOMIE



Charles Sannat: "De la dette aux révoltes !"

Publié le 11 décembre 2018 à 07:00:39 / 10 commentaires / 1 069 vues

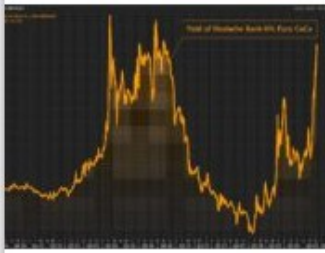
Lundi, après la manifestation violente des Champs-Élysées, je vous ai parlé du fait que les gens, sur les barrages, demandent des diminutions de taxes et pas des... Lire la suite



Warning ! L'action de la Deutsche Bank plonge de -5,62% et se rapproche dangereusement de ses plus bas historiques

Publié le 10 décembre 2018 à 23:38:31 / 7 commentaires / 1 222 vues

L'action de la Deutsche Bank plonge de -5,62% et se rapproche dangereusement de ses plus bas historiques. La probabilité de voir la Deutsche Bank faire faillite dans les 5... Lire la suite



Aïe ! Les coûts de financement de la Deutsche Bank bondissent ! Le rendement de ses obligations Coco atteint plus de 12,1%.

Publié le 10 décembre 2018 à 19:56:54 / 2 commentaires / 578 vues

Sur le marché obligataire, les investisseurs deviennent de plus en plus nerveux en raison de la tension actuelle sur les marchés boursiers. L'obligation

perpétuelle de... Lire la suite



Simone Wapler: "Gilets jaunes, beurre et argent du beurre"

Publié le 11 décembre 2018 à 11:00:36 / 6 commentaires / 717 vues

Le pouvoir d'achat des Français repose sur la dette publique et les émeutes des gilets jaunes sont vues avec perplexité par les investisseurs étrangers. Depuis... Lire la suite

Huawei : une arrestation de trop

Rédigé le 11 décembre 2018 par [Bill Bonner](#)



Par le dollar, les Etats-Unis prétendent contrôler l'ensemble du commerce mondial, et le *Deep State* invente des méchants avec lesquels il est interdit de contracter.

Tout le bien potentiel engendré par la trêve commerciale Trump/Xi de Buenos Aires a été probablement anéanti par ce qui a été fait à l'aéroport de Vancouver un peu plus tôt dans le mois.

Les marchés américains avaient commencé à apprécier l'idée d'un cessez-le-feu lundi dernier. Puis on a appris que le gouvernement américain avait arrêté Meng Wanzhou, directrice financière de la société de technologie Huawei. Les autorités ont demandé aux Canadiens d'appréhender la pauvre femme alors qu'elle était en correspondance à Vancouver.

Peu de gens aux Etats-Unis ont entendu parler de Huawei. Tout de même, l'événement

ressemblait assez à une épingle à l'assaut d'une bulle : une fois arrivée la fin de la semaine, les investisseurs avaient perdu 1 000 milliards de dollars. Ce n'est sans doute qu'un début.

Quel était le crime de Mme Wanzhou ? Meurtres multiples ? Vol qualifié ?

Non. Elle-même ne connaissait pas ses transgressions.

Quelles qu'aient été ses fautes, les Etats-Unis en avaient fait un cas fédéral... ainsi qu'une cause célèbre à l'international.

Ce dont Mme Wanzhou est accusée n'est pas un crime authentique, ni même un délit.

Il semblerait plutôt qu'elle ait contrevenu à quelque programme du *Deep state* conçu pour lutter contre le croquemitaine. Officiellement, son entreprise est accusée d'utiliser des sociétés écrans pour accéder au marché iranien, défiant ainsi les sanctions américaines à l'encontre du pays.

En d'autres termes, il ne suffit pas que les autorités américaines réglementent toutes les créatures vivantes et toutes les transactions qui se déroulent aux Etats-Unis ; elles prétendent aussi avoir autorité sur le reste du monde.

Les Etats-Unis déterminent avec qui chacun peut commercer

Aucune transaction financière ne peut avoir lieu sans le consentement des Etats-Unis (qui contrôlent la devise de réserve de la planète — le dollar — ainsi que les protocoles bancaires internationaux — le système SWIFT — permettant de transférer de l'argent d'un pays à un autre).

Personne ne peut faire de commerce avec un autre pays si ce dernier n'a pas l'approbation des Etats-Unis...

... Et aucun passereau ne peut tomber à terre dans le monde sans que le Pentagone ne l'ait poussé.

Mme Wanzhou est directrice financière du deuxième plus grand fabricant de téléphones portables au monde, et la fille de son fondateur. Huawei compte 170 000 employés. La société est aussi importante pour le gouvernement chinois que General Motors l'était autrefois pour les Etats-Unis.

Hystérie du *Deep State*

Evidemment, Mme Wanzhou n'a rien contre l'Iran. La Chine n'a rien contre l'Iran. La majeure partie de la planète n'a rien contre l'Iran.

Mais le *Deep State* prétend protéger les Américains contre les méchants — dans le cas présent, les Iraniens — en imposant des sanctions aux gens partout dans le monde.

Imaginez le scandale qui s'en suivrait si les Chinois se livraient à la même manoeuvre.

Supposez qu'ils tentent d'imposer leur volonté à d'autres nations avec une liste de « sanctions » incluant près d'un demi-million des plus grandes entreprises et autorités gouvernementales dans le monde.

Et supposez — suite à un mandat d'arrêt chinois — que les autorités de Singapour mettent la main sur Mark Zuckerberg ou Bill Gates.

Les Chinois, par exemple, considèrent Taïwan comme leur territoire, et estiment que le gouvernement taïwanais actuel est composé de traîtres illégitimes.

Ils pourraient facilement annoncer des « sanctions » contre quiconque fait du commerce avec Taïwan...ce qui impliquerait des milliers d'entrepreneurs, de politiciens et de fonctionnaires américains.

Suite à quoi, lors d'une escale à Singapour, peut-être de retour d'une conférence à Moscou, en route vers son bureau à San Francisco ou Sydney, un cadre dirigeant pourrait être épinglé par les Chinois — pour une offense que les Américains trouveraient peut-être dérisoire, superflue voire carrément idiote.

Si les humains étaient des vaches ou des écureuils, cela n'aurait sans doute aucune conséquence. Mais nous les *homosapiens*, nous vivons dans un monde de jalousie, de haine et de revanche. Les Etats-Unis seraient scandalisés. Ce pourrait être l'équivalent de l'assassinat de l'archiduc Franz-Ferdinand — le genre d'événement difficile à réconcilier avec les politiques actuelles... et dur à ignorer ou oublier.

Dans le cas présent, les Chinois— pour qui garder la face est plus important que l'argent — se sont vexés. Ils considèrent cette arrestation comme illégale, répréhensible et enfreignant le cessez-le-feu atteint il y a à peine une semaine.

Quand la puissance remplace la raison

Les accords commerciaux sont gagnant-gagnant. Ce sont des accords où l'on donne pour gagner. Le problème, avec l'arrestation de la directrice financière de Huawei, c'est qu'il n'y avait rien à gagner.

Les Chinois ont dû se dire : « ah c'est comme ça ? »

Ils ont raison ; c'est *effectivement* comme ça. Un accord de pur pouvoir, en d'autres termes, où la puissance ne signifie pas qu'on a forcément raison... mais empêche quiconque d'y faire quoique ce soit.

La portée impériale du *DeepState* est très étendue, en d'autres termes. Mais l'arrestation de Mme Wanzhou a peut-être démontré que l'équipe de politique étrangère de Trump l'a dépassée.

Non que les Etats-Unis ne soient plus le M. Muscle qu'ils étaient il y a bien longtemps. Mais ces 40 dernières années, ils ont pris un peu de bide. Ils ont des soldats dans 170 pays du globe. Leur gouvernement a 20 fois la dette qu'ils avaient en 1980.

Les Américains subissent 100 fois plus de contrôles et de réglementations. La valorisation du marché actions américain (si l'on se base sur le Dow Jones) est passée d'une once d'or en 1980 à plus de 20 onces aujourd'hui.

La cellulite est partout —dettes, gaspillage, gabegies, compères et zombies, réglementations, fantômes, mythes absurdes, *fake news*, statistiques bidon, argent factice, guerres idiotes... et des milliers de milliards de promesses impossible à tenir.

Les marchés valorisent bon nombre de ces promesses au quotidien — en Bourse. Les prix grimpent. Ou ils baissent.

Nous verrons ce qu'ils vont faire maintenant.

Du faux pouvoir d'achat avec l'argent des autres

Rédigé le 11 décembre 2018 par [Simone Wapler](#)

Comme d'habitude, hier a été distribué du pouvoir d'achat avec de l'argent que personne n'a. Le jour de la faillite se rapproche.

Les gilets jaunes réclamaient moins d'impôts et plus de pouvoir d'achat. Ils auront l'un et l'autre, si Emmanuel Macron s'en tient à ses annonces du lundi 10 décembre.

Emmanuel Macron dit aussi avoir compris que les gens réclamaient de pouvoir « vivre dignement de leur travail ».

Ce n'est pourtant pas ce que permettent les mesures annoncées. Comme d'habitude, Emmanuel Macron a distribué du pouvoir d'achat avec l'argent des autres.

L'augmentation du SMIC ? Ce sont les employeurs qui la paient.

La diminution de la CSG pour les retraités et l'annulation des taxes prévues sur les carburants ? Faute d'économies sur le train de vie de l'Etat — là, maintenant, tout de suite — elles sont financées par le déficit. Dit autrement, par des émissions de dette publique, en majorité souscrites par les investisseurs étrangers ou par la Banque centrale européenne. L'abandon de souveraineté est là, plus encore que dans les prérogatives conférées à Bruxelles.

La seule mesure qui ne s'inscrive pas dans cette sinistre logique du racket ou de l'abandon de souveraineté est celle de la défiscalisation des heures supplémentaires.

Du vrai pouvoir d'achat

Le vrai pouvoir d'achat est ce qu'on peut s'acheter avec son argent, pas avec celui des autres. Et c'est mieux si chacun en décide plutôt que Bercy, les climatologues, les sociologues, les économistes ou toutes sortes de gens payés par l'Etat.

Et si nous décidons de consacrer notre pouvoir d'achat non à la consommation mais à l'épargne, cela nous regarde aussi. C'est mieux aussi si nous décidons quoi faire de notre épargne plutôt que ce soit le gouvernement qui le décide, comme le prétendait la ministre Amélie de Montchalin lorsqu'elle parlait en mars de chercher « à doubler le montant de l'épargne des Français injectée dans les PME, en passant de cinq à 10 milliards d'euros par an ».

Comment font ceux qui n'ont pas de problème de pouvoir d'achat ?

Plutôt que de se gargariser de notre modèle-social-que-tout-le-monde-nous-envie-mais-que-personne-ne-copie, si nous regardions comment font les autres ?

En Suisse, les bulletins de paye comportent cinq lignes. Les gens touchent leur salaire complet. L'hypocrite distinction entre charge patronale et charge salariale n'existe pas. En France, le salaire complet de quelqu'un qui travaille au SMIC est de 1 588 €.

A charge pour le salarié suisse de choisir lui-même une assurance maladie et une assurance chômage auprès des différents organismes suisses ou étrangers qui assurent ces prestations.

Comme le chômage est en Suisse quasi-inexistant, cette assurance est peu coûteuse.

Dans le cas d'un arrêt de travail dû à la maladie, le salarié est libre de choisir différentes franchises concernant par exemple les jours de carence.

La maîtrise des soins de santé incombe ainsi à chacun. Pour aller assez fréquemment en Suisse, je peux vous garantir que les gens n'agonisent pas dans les rues des villes ni sur les sentiers de montagne. Statistiquement, l'espérance de vie en Suisse est l'une des plus élevée au monde.

Les gens savent très bien choisir leur forfait téléphonique, leur assurance automobile. Pourquoi ne sauraient-ils pas choisir une assurance santé ou chômage ?

Parmi les revendications des gilets jaunes, on trouve des Etats généraux de la fiscalité et l'interdiction à l'Etat de s'ingérer dans l'éducation, la santé, la famille, etc. Si Emmanuel Macron avait pris en compte ces deux revendications, il aurait eu la plus fabuleuse opportunité jamais offerte de réformer ce qui nous ruine. Il ne l'a pas saisie, dommage.

Nous continuons donc comme prévu sur la route de la faillite publique. Ces mesures vont coûter plus de 10 milliards d'euros que nous n'avons pas. Les chiffres fétiches de Bruxelles vont virer au rouge : déficit, dette, croissance. La sanction des investisseurs étrangers va tomber tôt ou tard et donc les taux vont monter, à moins que la Banque centrale européenne ne se lance dans une gigantesque monétisation des dettes. A ce moment, le pouvoir d'achat illusoire sera laminé par la baisse de l'euro et le renchérissement de tout ce que nous importons.

[Dans ce document](#), nous avons prévu ces événements :

1. Problème de pouvoir d'achat
2. Manifestation, émeutes
3. Répudiation des dettes, jubilé

Nous ne pensions pas que la France arriverait à doubler aussi vite l'Italie. Nous en sommes à l'étape 2. Lors de l'étape 3, votre épargne risque de se retrouver engloutie et c'est maintenant qu'il faut vous préparer.

LA FIN PRÉMATURÉE DE LA HAUSSE DES TAUX ADMINISTRÉE PARAÎT ACQUISE: la japonification.

Bruno Bertez 11 décembre 2018

Alors que la France bouillonne encore, le fait important est constitué par la fin prématurée de la campagne de hausse des taux de la banque centrale américaine.

Bien entendu cette fin est suggérée, elle n'est pas annoncée officiellement, mais les marchés sont pilotés dans cette direction.

Le plus probable étant cette fin prématurée, c'est selon nous sur ce scénario qu'il convient de réfléchir.

D'abord les causes:

-la tourmente des marchés financiers qui menacent d'être désordonnés. surtout du côté du crédit et des emprunts de mauvaise qualité.

-ensuite la multiplication des signes de ralentissement de la croissance laquelle fait craindre une

montée des risques de solvabilité, des risques sociaux et des dislocations politiques
-enfin la nouvelle vague d'élargissement des déficits dans le monde global; laquelle impose de ne pas augmenter les coûts de financement et refinancement des débiteurs car les gouvernements ne peuvent pas les supporter en particulier l'américain et les européens.
Au niveau des symptômes, on peut avancer l'idée que le monde ne peut supporter, alors que les risques de tous ordres se précisent, une fuite devant le risque et le jeu spéculatif.
Au niveau des symptômes, on peut avancer l'idée synthétique que la communauté financière ne pourrait pas supporter longtemps une mise en risk-of.

Ensuite les remèdes:

On a besoin de relancer, et pas seulement d'entretenir le goût du risque car faute de le faire, la préférence pour la liquidité pure-monnaie sous toute ses formes- peut faire replonger dans la déflation.

Ceci, la rechute dans la déflation, serait insupportable, on rechuterait dans la situation de 2009 contre laquelle on a lutté si chèrement.

Vous connaissez notre scénario fondamental: le monde a choisi l'inflationnisme et il a brûlé ses vaisseaux en 2009, on ne peut retourner en arrière.

La sortie de crise et donc la sortie des politiques non conventionnelles de fuite en avant est impossible. La masse de dettes non solvables est encore plus monstrueuse qu'avant, les amortisseurs économiques ont usés; les amortisseurs sociaux aussi.

Donc c'est marche ou crève. Le remède c'est de reprendre la route qui a été choisie.

Certains auteurs plus ou moins conspirateurs croient que les élites veulent sciemment soit détruire, soit provoquer le chaos, c'est selon nous une idée absurde: la fortune des élites est mobilière, elles n'ont pas plus d'alternative que les citoyens lambda et faute d'alternative pour sécuriser leurs fortunes, elles vont prolonger le cycle du crédit qui les fait toujours plus riches, fatalement.

A ce stade les riches et les moyens riches et les classes moyennes sont dans le même bateau, les élites n'ont pas quitté le navire. Elles croient toujours à la toute puissance des banques centrales, elles croient au gradualisme c'est à dire à la technique de la « boiling frog » pour contenir les masses. Elles ont encore des atouts dans leurs manches; il est trop tôt pour qu'il soit trop tard, voilà notre conviction.

Le Put et le kick the can vont de pair:

Nous vous répétons ce qu'il est nécessaire savoir pour nous suivre: il y a encore beaucoup de solutions -fausses solutions- pour taper dans la boîte de conserves, pour « kick the can » selon l'expression consacrée.

La repression financière a encore un arsenal bien fourni à sa disposition.

Mais pour cela il faut que les marchés financiers mondiaux bénéficient toujours du fameux « Put ». La lévitation doit certes se réduire mais il y a des seuils, des limites à ne pas franchir.

La baisse des taux sur le 10 ans US donne à réfléchir, c'est le taux directeur mondial et si il ne parvient pas à dépasser les 3% c'est le signe que la croissance va être lente, ralentie, modeste, tout comme l'inflation, selon l'hypothèse de la croissance séculaire ralentie chère à Summers.

Nous allons plus loin que cette hypothèse de croissance séculaire modeste et nous penchons en faveur de l'hypothèse plus sinistre de la **japonification**.

A noter que cette hypothèse ne rejoint pas celle, retenue par de nombreux auteurs, de crise

financière non maîtrisée puisque la croissance japonifiée a précisément pour but et conséquence de produire des taux d'intérêt réels ultra-bas et donc de maintenir un plancher sous la valeur des valeurs mobilières.

La question étant bien sûr de savoir où se trouve ce plancher.

La BCE n'a pas d'autre choix que la fuite en avant

Rédigé le 11 décembre 2018 par [Nicolas Perrin](#)

La politique monétaire ne sera jamais normalisée : des taux normaux sont impossibles en raison du poids des intérêts sur la dette.

Mario Draghi veut quitter la BCE en pouvant dire qu'il a fait le boulot, quitte à ce qu'après lui ce soit le déluge. D'ailleurs, la BCE sera-t-elle réellement en mesure de normaliser sa politique monétaire ?

La normalisation monétaire est une promesse faite dans la mesure où les prochaines données économiques « confirment les perspectives d'inflation à moyen terme ».



Mais la fin de la « morphine monétaire » annoncée par la BCE le 14 juin est-elle crédible ?

Natixis (1) a traité le sujet en juillet dernier et cerne quatre risques majeurs :

- « **la chute de la profitabilité des entreprises de la Zone euro, dont l'amélioration ne vient que de la baisse des taux d'intérêt** ; [la banque précise que la normalisation 'ferait baisser de **20%** les profits des entreprises'] ;
- **la réapparition d'un problème de solvabilité budgétaire dans la Zone euro hors Allemagne** ;
- **une forte appréciation de l'euro, le déficit extérieur des Etats-Unis, qui pousse à la baisse le dollar, n'étant plus compensé par les taux d'intérêt très bas sur l'euro** ;
- **un transfert important de revenu des ménages emprunteurs vers les ménages prêteurs, qui ferait reculer la demande des ménages** » .

Le deuxième point est évidemment le plus important, comme le souligne [Bruno Bertez](#) :

« L'objectif d'inflation est un subterfuge qui est utilisé pour masquer les vraies raisons de l'absence de normalisation de la politique monétaire. [...] si les taux d'intérêt étaient libres et remontaient à leur niveau historique, c'est-à-dire à 3% au-dessus des taux actuels, la construction monétaire exploserait à nouveau. Ni les budgets ni les valeurs relatives des dettes souveraines ne pourraient résister. Les marchés ne pourraient rester ordonnés. L'hypothèse de l'éclatement de l'euro referait surface. »

D'ailleurs, la BCE n'a plus toutes les cartes en main, comme le souligne Natixis :



Prenons l'exemple d'un pays qui aurait une dette publique excessive et qui aurait perdu sa solvabilité budgétaire, au hasard l'Italie, dont la Commission européenne a rejeté le budget le 23 octobre.

Si d'aventure la situation sur le 10 ans italien venait à dégénérer et que le gouvernement italien menaçait de faire défaut, de quels moyens disposeraient la Commission et la BCE pour l'en empêcher ? Aucun.

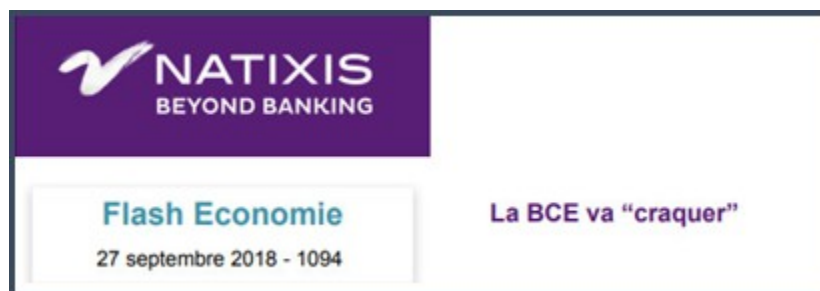
Par conséquent, la BCE serait « contrainte de mener une politique monétaire expansionniste jusqu'au point où ce pays redevient solvable budgétairement », sans quoi « la crédibilité globale de l'euro sera[it] atteinte, ce que la BCE ne peut pas accepter », comme l'explique Natixis.

Les autres membres de la Zone euro auraient-il plus de poids vis-à-vis de l'Italie ? Pas vraiment, puisqu'en cas de défaut, « des pertes très importantes pour les pays créditeurs de la Zone euro (Allemagne, Pays-Bas...) apparaissent, ce qui contraint ces pays à accepter la politique monétaire très expansionniste qui évite le défaut ».

Dit autrement, lorsque vous devez 100 000 € à votre banquier et que vous dépensez plus que vous ne gagnez, vous avez un problème. Mais lorsque vous lui devez 500 milliards d'euros (montant de la dette TARGET-2 de l'Italie), c'est votre banquier qui a un problème

Normalisation : »la BCE va craquer »

La reculade, c'est le pari que fait Natixis dans un *Flash Economie* en date du 27 septembre.



Le raisonnement est le suivant :

« Au second semestre 2019, quand se posera pour la BCE la question de la hausse des taux d'intérêt, la BCE observera probablement :

- la faiblesse de l'inflation sous-jacente de la Zone euro ;
- l'affaiblissement de la croissance mondiale, donc du commerce mondial;

- *l'affaiblissement de la croissance de la Zone euro.*

La réaction normale de la BCE à cet environnement devrait être de renoncer à accroître ses taux d'intérêt à partir du deuxième semestre 2019, de renoncer à la normalisation, envisagée trop tardivement, de sa politique monétaire ».

Ce sera le point de départ d'une nouvelle fuite en avant, cette fois-ci sur le mode japonais

La BCE a vendu son âme au diable en refusant d'user de sa prétendue indépendance vis-à-vis du pouvoir politique pour permettre aux économies manifestement défailtantes de se réformer, et cela afin de jouir à crédit de quelques années de croissance supplémentaires.

Le prix à payer pour ce renoncement pourrait être que l'imprimante de la BCE ne cessera jamais détourner. C'est le scénario qu'envisageait très sérieusement Natixis le 26 juin.



Voici de quoi il retourne :

« Le Japon, la Zone euro probablement dans le futur sont caractérisés par l'impossibilité pour la banque centrale de remonter ses taux d'intérêt. Le mécanisme est le suivant :

- ***en fin de période d'expansion, la banque centrale n'a pas commencé à remonter ses taux d'intérêt ;***
- ***l'action contracyclique de politique économique vient donc de la seule politique budgétaire ;***
- ***l'accumulation de dette publique impose alors à la banque centrale de ne plus jamais remonter ses taux d'intérêt et de ne jamais laisser remonter en taux d'intérêt à long terme, la remontée des taux d'intérêt conduisant à une crise de solvabilité budgétaire et à de fortes pertes pour les détenteurs d'obligations.***

Quel est alors le danger ? Si des chocs apparaissent qui devraient normalement conduire à une hausse des taux d'intérêt à long terme (chocs inflationnistes, hausse des taux dans les autres pays...), la banque centrale est obligée d'intervenir pour empêcher cette hausse des taux d'intérêt. Il en résulte une hausse sans limite de la taille du bilan de la banque centrale, la perte de contrôle de l'offre de monnaie, un excès chronique de liquidité. »

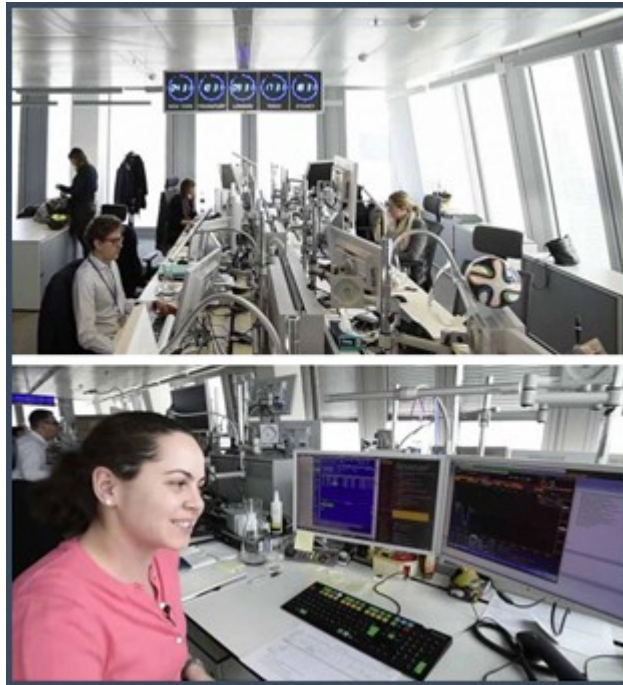
A défaut de conserver sa prééminence économique sur l'Asie, l'Europe finira peut-être par dépasser le Japon au niveau de la taille du bilan de sa banque centrale...

Et pour ce qui est de Mario Draghi, comme le dit [Bruno Bertez](#):

[il] sera plus tard considéré comme le fossoyeur de la monnaie européenne. Powell a tressé les louanges du fameux 'coûte que coûte' de Draghi, lequel 'coûte que coûte' apparaîtra dans l'Histoire comme la décision qui a empêché l'Europe de se

réformer pour devenir viable... On en reparlera d'ici quelques années !

D'ici-là, on aura peut-être eu droit à de nouvelles images du *trading floor* de la BCE, qui n'a sans doute pas fini de s'activer.



En octobre, le [bilan](#) de la BCE se montait à 4 632 Md€, soit 41% du PIB de la Zone euro.



Les Etats-Unis n'en sont qu'à 22% de leur PIB, et le Japon à 101%.

Si la perspective d'une fuite en avant vous laisse sceptique, sachez qu'après les résultats des derniers *stress tests* sur le secteur bancaire européen, la BCE envisage *déjà* de ressortir sa planche à billets, comme nous le verrons prochainement.

(1)

<https://www.research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/ViewDocument/7MApxTy3ONKZUieVp5PSxA==>

Des gilets jaunes au Congo

Rédigé le 10 décembre 2018 par [Simone Wapler](#)

Chacun essaye de supporter ses parasites. En France, c'est l'Etat devenu obèse, en Afrique, c'est la famille qui n'a rien à voir avec l'état-civil.

Samedi. Je suis en panne tout près de Dolisie, Chef-lieu du Niari, ancienne capitale agricole du Congo Brazzaville. Le chauffeur est parti chercher un roulement neuf pour notre Mitsubishi dans des endroits improbables peu fréquentés par les « Mundélés », les Blancs. Non pas que ce soit dangereux, mais pour mieux en négocier le prix.

Nous avons eu de la chance d'être parvenu jusqu'ici. Trois mécaniciens s'affairent autour et même sous la voiture dont le train arrière ne tient que par un cric posé sur de la terre battue. Au mépris de toute norme de sécurité européenne.



LCA



Nous attendons en centre ville, dans une boulangerie avec salon de thé attenant, le Dolithé. La boulangerie semi-industrielle avec ses gros fournils a été montée par un Mundélé mais derrière le comptoir du Dolithé, un Congolais souriant. Apprenant que nous sommes français, il bascule immédiatement la télévision sur France 24.



Les Champs-Élysées de Dolisie

Les images de Paris et des manifestations (émeutes ?) emplissent le grand écran.

« Alors, il ne faut plus partir en France ! » s'esclaffe-t-il, « vous êtes mieux ici... Mais que veulent-ils exactement ? »

Bonne question. Comme beaucoup de monde, j'ai vu la liste des 25 revendications qui circulent sur internet.

CHARTRE OFFICIELLE DES GILETS JAUNES

25 propositions pour sortir de la crise

I- ÉCONOMIE/TRAVAIL

- 1 ETAT GÉNÉRAUX** de la fiscalité. Inscrive dans la Constitution l'impossibilité pour l'État de prélever plus de 25 % de la richesse des citoyens.
- 2 AUGMENTATION** immédiate du SMIC, des retraites et des minima sociaux de 40 %.
- 3 EMBAUCHE MASSIVE** de fonctionnaires pour rétablir la qualité des services publics avant la RGPP : gares, hôpitaux, écoles, postes...
- 4 LOGEMENTS** : plan de construction de 5 millions de HLM afin de faire baisser les loyers, le foncier et redynamiser l'économie par l'embauche. Punir lourdement les préfets et maires qui laissent des SDF dormir dehors.
- 5 BANQUES** : les rendre plus petites afin de se protéger des crises, casser les monopoles, séparer le spéculatif du dépôt et interdire le renflouement public.
- 6 ANNULER LA DETTE** : celle-ci n'a pas lieu d'être, elle a déjà été remboursée plusieurs fois.

II- POLITIQUE

- 7 CONSTITUANTE** : Réécrire une Constitution par le peuple et pour les intérêts du peuple souverain. Mise en place des référendums d'initiative populaire.
- 8 INTERDICTION DES LOBBYS** et autres réseaux d'influence. Exclusion définitive de la vie politique de tout élu ayant un casier judiciaire, mettre fin au cumul des mandats.
- 9 FREXIT** : sortie de l'UE afin de regagner nos souverainetés politique, monétaire et économique (respect du référendum de 2005), regagner notre droit de battre monnaie en sortant de l'article 123 du traité de Lisbonne (50 milliards d'euros d'économies par an).
- 10 ÉVASIONS FISCALES** : récupérer les 80 milliards d'euros abandonnés par l'État chaque année au CAC 40.
- 11 ARRÊT IMMÉDIAT DES PRIVATISATIONS** et récupération des biens publics : autoroutes, aéroports, parkings, SNCF...
- 12 RADARS ET VERBALISATIONS** : retrait des radars inutiles et de la verbalisation vidéo qui n'est rien d'autre qu'une taxe déguisée.
- 13 ÉDUCATION NATIONALE** : exclure toute idéologie de ce ministère et mettre à plat les techniques éducatives destructrices (méthode globale...).

Vu que les politiciens feignent de ne pas comprendre les revendications des Gilets Jaunes. Vu que les revendications de certains sont loin d'être suffisantes pour assurer un changement sérieux et pérenne, void une liste non exhaustive mais qui présente une garantie de résultat sur le long terme. Nous ne sommes pas naïfs, les ploutocrates au pouvoir feront tout pour l'en empêcher, mais il reste néanmoins essentiel de faire appliquer ces quelques propositions.

14 JUSTICE : quadrupler son budget et limiter dans la loi les durées des procédures. Simplifier et rendre la justice totalement gratuite et accessible à tous.

15 MEDIA : casser les monopoles et le copinage médiatico-politique. Rendre les médias accessibles aux citoyens et garantir la pluralité d'opinion. Mettre un terme à la propagande des édificrates. Retirer la subvention publique des médias (2 milliards par an) ainsi que les niches fiscales des journalistes.

16 GARANTIR LA LIBERTÉ des citoyens et inscrire dans la Constitution l'interdiction à l'État de s'ingérer dans l'enseignement, l'éducation, la santé, la famille...

III- SANTÉ/ÉCOLOGIE

- 17 OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE** : rallonger les garanties constructeurs à 10 ans minimum en assurant la présence des pièces détachées.
- 18 PLASTIQUES** : interdire à très court terme la commercialisation des bouteilles en plastique, des verres et autres emballages polluants.
- 19 LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES** : affaiblir leur influence, états généraux de la santé et de l'hôpital.
- 20 AGRICULTURE** : interdiction des OGM, des pesticides cancérigènes, des perturbateurs endocriniens, de la monoculture...
- 21 RÉINDUSTRIALISATION** de la France afin de diminuer les importations et donc la pollution.

IV- GÉOPOLITIQUE

- 22 OTAN** : sortie immédiate du traité de l'Atlantique Nord et interdiction d'engager l'armée française dans des guerres d'agression.
- 23 FRANÇAFARIQUE** : cesser le pillage et les ingérences politiques et militaires. Rendre l'argent des dictateurs et les biens mal acquis aux peuples africains. Rapatrier immédiatement tous les soldats français. Mettre fin au système du franc CFA qui maintient l'Afrique dans la pauvreté. Tisser des rapports d'égal à égal avec les états africains.
- 24 IMMIGRATION** : empêcher les flux migratoires impossibles à accueillir ni à intégrer étant donné la profonde crise civilisationnelle que nous vivons.
- 25 POLITIQUE ÉTRANGÈRE** : respect scrupuleux du droit international et des engagements signés

Ces 25 propositions vont changer immédiatement le quotidien des Français. Les simples articles 9 et 10 de cette chartre peuvent rapporter jusqu'à 130 milliards d'euros par an au Trésor public. La France est un pays riche, son peuple vaillant et travailleur, elle n'a pas à vivre dans la misère.

Certaines revendications seraient accueillies avec des larmes de joie de la part des libéraux. D'autres feraient le bonheur d'un Mélenchon fervent admirateur du succès du Venezuela. D'autres encore d'une Marine Le Pen.

« Bof... comment dire, tout et son contraire. »

« Ici, tout le monde veut partir en France. Les salaires sont élevés, chacun le sait. La ville ne va

pas bien. À Dolisie, les fonctionnaires ne sont plus payés, sauf la police et la gendarmerie. Les Chinois payent très mal et ils ne dépensent rien sur place ».

« En France, il n'y a pas de travail pour tout le monde et la vie est très chère : le logement, la nourriture, l'essence. Les salaires sont élevés mais c'est une illusion, on paye beaucoup d'impôts. Nous sommes les champions du monde de l'impôt ».

« Oui, oui... mais au moins vous en avez pour votre argent, c'est pas comme ici !

« Non, les gens ne pensent plus qu'ils en ont pour leur argent. Ceux qui travaillent ont l'impression qu'ils travaillent non pas pour devenir plus riches mais pour essayer de ne pas devenir pauvre... Au moins ici, ceux qui travaillent vraiment peuvent s'enrichir ».

« Non, non, ce n'est pas vrai. Ils rêvent de partir parce qu'il y a la famille, la famille tu sais, comme ici, pas comme en France ».

Oui je sais : ici on a beaucoup de pères, de mères, d'oncles, de tantes, de neveux, de cousins. Beaucoup, beaucoup plus que le simple état-civil.

« Ici, quand tu gagnes de l'argent, ils viennent tous t'en demander. De l'argent, hein, pas du boulot. Tous... Pour les études de petit frère, de la nièce, la maison pour la tante qui se fait vieille, les sous pour l'oncle qui va devenir aveugle. Plus tu gagnes de l'argent, plus ils t'en demandent. Ils te demandent tellement d'argent que tu as du mal à économiser et les banques ne te prêtent pas. C'est pour ça que ceux qui réussissent, ils veulent partir. La famille ne les appellera plus, le téléphone, c'est cher pour la France ».

« Oui, mais tu sais, chez vous c'est la famille et puis chez nous c'est l'Etat. On peut faire un pacte : vous venez tous chez nous et puis nous on vient tous chez vous. Parce qu'ici la vie n'est pas chère et il y a beaucoup à faire. La terre est très riche et à Pointe Noire ou à Brazzaville, ils importent les légumes. Qu'est-ce que tu en penses ? »

« Oui, oui ! » me dit le chef de Dolithé en éclatant de rire. « Mais moi, je reste, si on fait ce que tu dis. Tous les Mundélés vont venir ici manger les brioches et les croissants... C'est mieux si je reste ».

Mais lâchons ces brèves de comptoir.

Je n'aimerais pas être à la place d'Emmanuel Macron pour son prochain discours même avec une équipe de sciences-po-ENA pour l'aider. Il a voulu nier la réalité : on ne peut pas baisser les impôts sans baisser les dépenses publiques. La réalité le rattrape. Qui parmi nos politiciens professionnels sait encore parler vrai ? Comment la confiance peut-elle s'instaurer dans le mensonge ?

En attendant, deux choses sont importantes et vont déterminer notre avenir plus sûrement que le jus de crâne et les belles paroles de Macron :

- L'évolution des taux d'intérêt sur la dette
- La parité eurodollar

La première donnée parce que la dette – qui est encore indolore – va commencer à peser de plus en plus lourd. Il va falloir passer en mode économie forcée.

La seconde donnée parce que si l'euro baisse, nous importerons de la hausse des prix et cela va

encore amputer le pouvoir d'achat. Ce que n'aura pas fait la stupide taxe sur les carburants, la chute de l'euro le fera.

Ces deux données sont plus importantes pour notre avenir et notre liberté que la chute des actifs financiers partout dans le monde ou le changement climatique.

Presque comme le Général. « Je vous ai... tout pris! » Et je vous en redonne un peu

par [Charles Sannat](#) | 11 Déc 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Le président a parlé. Je vais essayer de rester le plus factuel possible, ce qui n'est pas facile.

Il y a les aides immédiates, et ces aides immédiates seront précieuses pour les plus fragiles.

On ne peut évidemment pas y être opposé.

Aucune des mesures financières annoncées par Macron n'est mauvaise. La hausse de la prime d'activité liée au SMIC ne doit pas être confondue avec une hausse du SMIC de 100 euros pour tout le monde. Mais on ne peut pas être opposé à cela.

On ne peut pas non plus être opposé à ce que la hausse de la CSG soit retirée pour tous nos anciens jusqu'à 2 000 euros de pensions mensuelles.

Objectivement, le seuil est juste. À partir de 2 000 euros (quand on est en province), on peut vivre convenablement.

En dehors de cela, le président a ouvert la porte au dialogue... Allez dans vos mairies, remplissez vos cahiers de doléances et vos maires reporteront l'essentiel au Palais. C'est sur le besoin de démocratie directe évidemment que le bât blesse, et encore une fois, je reste persuadé que c'est là une attente profonde et nécessaire. Si l'entre-soi perdure, alors l'agitation insurrectionnelle perdurera quand bien même cette fois, les gens rentreraient dans leurs foyers.

Pour résumer, voici un peu comment on peut ressentir les choses.

L'État augmente la taxe sur l'essence.

Les gilets jaunes sortent dans la rue pour une révolte fiscale sans précédent.

La revendication ? « On veut une diminution des taxes. »

Puis... « On veut du pouvoir d'achat. »

Puis... après 3 semaines d'affrontements et de problèmes, le président annonce :

« J'augmente le SMIC (pas de tout le monde), je supprime la hausse de la CSG sur les retraités, je défiscalise les heures supplémentaires »...

Tout le monde devrait être content et pourtant...

Les gilets jaunes semblent répondre... « on veut un référendum ».

Le problème de la confiance perdue

Il y a une défiance terrible, terrible à l'égard de la classe politique en général et du président en

particulier.

Quand on parle de « start-up nation », comme le faisait Macron (je pense que l'envie a dû lui passer), on parle d'entreprise. Quand on parle d'entreprise, on parle lorsqu'il y a un problème relationnel entre un salarié et son employeur de « perte de confiance ». Il n'y a aucune collaboration possible lorsqu'il y a une perte de confiance.

La seule façon de rétablir de manière solide la confiance n'était pas de faire un discours martial, quand bien même le besoin d'ordre est une nécessité. La seule manière de rétablir la confiance était d'annoncer le RIC, le Référendum d'initiative citoyenne, qui aurait été pris comme la garantie que plus rien désormais ne pourrait se faire contre le peuple et sans son assentiment.

C'est, je le crois, la demande sous-jacente qui aurait permis à tous de rentrer sans hésiter dans leurs logis.

Je crains donc fort que le conflit ne perdure et que nous allions vers un nouveau samedi difficile.

Je ne sais pas ce qu'il va advenir, mais je crains que la détestation du chef de l'État ne prenne le pas sur tout le reste et que la situation se tende encore un peu plus. Cette détestation est également instrumentalisée par certains. Personne n'a intérêt au pire et la tentation du pire est par définition toujours terrible.

La seule réponse du gouvernement sera donc la répression, et le cycle infernal de la violence risque de s'enclencher...

Il n'y a pas, pour le moment, de quoi être optimiste.

C'est la journée de samedi qui donnera donc le ton réel de la poursuite et de la force de la mobilisation ou pas. C'est samedi que l'on saura définitivement si nous sommes à la fin d'un mouvement social ou au début d'une insurrection.

Le mardi le bio est à -10 % chez Carrefour. Je vais donc aller chercher 10 boîtes de raviolis végétariens bio...

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Vol au-dessus d'un nid de coucous. Des coucous bien tarés

Thomas Veillet Investir.ch 11.12.2018

Encore une journée spectaculaire en terme de volatilité et en terme d'incohérence.

L'avantage c'est que depuis une semaine on ne cuisine plus que du réchauffé. De temps en temps le père Trump nous balance un ou deux tweets histoire de mettre l'ambiance, mais globalement c'est un peu toujours la même chose : on prend les mêmes et on recommence.

PAN ! Dans l'Europe

Hier en Europe on s'est fait défoncer – comme d'habitude – parce que l'on a peur que “la guerre économique des tarifs douaniers et de l'espionnage industriel” entraîne l'économie

mondiale dans un froid polaire et que plus jamais on ne fasse du business avec le reste du monde et que tout le monde en Europe va en être réduit à manger des topinambours pour le reste de nos vies...

Et PAN ! dans le BREXIT

Autrement, il y a aussi eu le fait que la Haute Cour de Justice Européenne a estimé que l'Angleterre pouvait annuler le BREXIT sans demander l'avis au reste de l'Europe. Ou ce qu'il en reste. Dans la foulée Theresa May a décidé de reporter le vote du BREXIT au parlement, tellement elle est pas sûre de gagner. Ce qui est extrêmement rassurant pour les marchés qui ADOOOOOOOOORENT quand l'instabilité est présente.

Surtout en ce moment.

La Livre est passée de 1.2740 à 1.25 et des poussières pour fêter ça.

Macron les a compris... pas sûr que ça soit réciproque

Le DAX est au plus mal, les autorités allemandes on annoncé que le trade surplus était moins important qu'attendu et le CAC40 est au plus mal, parce qu'il "paraît" que la France aura une croissance plus faible à cause du ralentissement engendré ces derniers temps par des mecs en jaunes qui ne sont plus d'accord avec le Roi de France.

La bonne nouvelle c'est que le clown de l'Elysée a parlé au peuple depuis son exil londonien. Et dans la très célèbre émission : "les Français parlent aux Français", il a carrément annoncé son intention d'augmenter le SMIC de 100 Euros, permettant du même coup à ceux qui crevaient la dalle le 10 du mois, de tenir jusqu'au 14.

En gros, on n'est pas vraiment sûr que l'allocution télévisée du Premier Banquier français ait rassuré le peuple et dégagé les giratoires ce matin. Au contraire, on a un peu l'impression que Macron prend son peuple pour des cons et pas sûr que le français moyen apprécie.

Souvenez-vous la Roumanie

À noter au passage que le dernier "dirigeant" qui a fait ce type d'annonce alors que le peuple était dans la rue, qui avait annoncé une augmentation de 10-20% du salaire minimum, c'était Nicolae Ceaușescu.

4 jours plus tard, il était exécuté.

Alors que la France trépignait d'impatience en attendant le discours de ce soi-disant un chef d'Etat, les marchés terminaient au plus bas de la journée dans un état dépressif profond, les USA faisaient pareil et laissaient présager d'une clôture des plus immonde.

Tiens, si on rebondissait... (mode d'emploi)

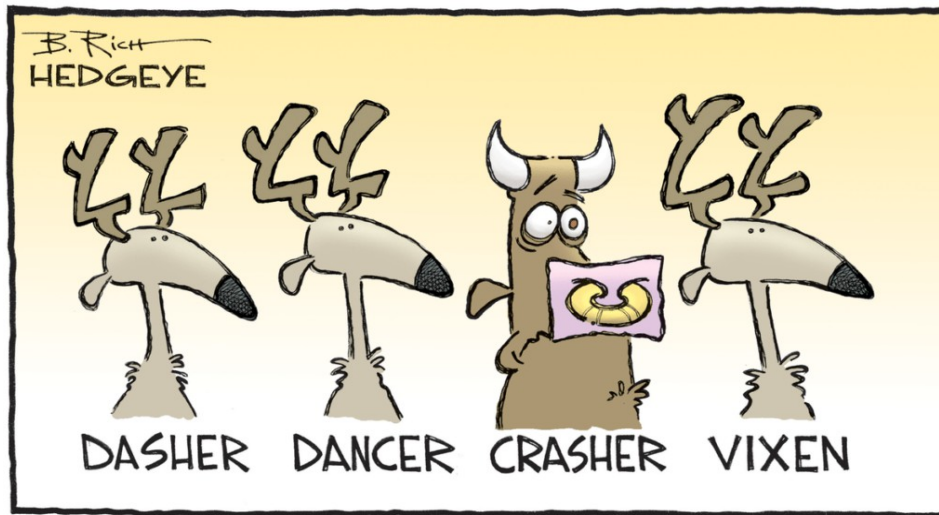
Mais, comme d'habitude, une fois que les Européens eurent fini leur journée, les Américains se sont dit : "mais quand même, notre économie ne va pas si mal que ça"...

Et pouf, pouf, le Dow Jones a récupéré 500 points et terminait en hausse.

Donc... Je répète pour ceux qui n'ont pas compris :

Etape 1 : à l'ouverture on panique parce que la guerre économique, les tarifs douaniers, les taux, la courbe inversée des rendements, le ralentissement économique, Trump qui est ingérable et la CFO des téléphones chinois qui croupit en prison...

Etape 2 : on se dit que ça ne va pas si mal et qu'il y a encore de l'espoir et on rachète tout.... Et on finit en hausse.



Mais qui c'est qui ????

Moi-même personnellement tout seul, j'ai de plus en plus de peine à croire qu'il y a des "vrais" gens derrière tout ces mouvements de marchés. Je veux bien croire que l'on passe de la dépression la plus profonde jusqu'à midi et qu'à 13h00 on est sur-motivé et on a envie de bouffer le monde, mais j'ai quand même un peu de peine à croire que ça fonctionne comme ça.

Ou alors je veux savoir ce qu'ils consomment comme psychotropes durant le repas de midi pour retrouver une "niak" pareille. Parce que ça doit être du lourd...

En attendant on va se dire qu'il y a des investisseurs qui ont eu une vraie réflexion entre midi et deux heures et qu'ils ont décidé que la "Trade War" c'était pas si grave et qu'au pire, une bonne guerre c'est toujours positif pour l'économie... et on va dire que les ALGOS n'y sont pour rien. On ne peut pas toujours tout leur coller sur le dos....

Le reste (pour ceux que ça intéresse)

L'or est à 1251\$. Le pétrole est à 51\$ et tout le monde s'en fout. Le Bitcoin est à 3500\$ et tente de ne pas faire céder le dernier support avant le train de l'enfer, mais tout le monde s'en fout aussi.

Ce matin Tokyo recule encore de 0.4% et ne croit pas franchement au rebond tout pourri des Américains – il faut dire que ces derniers temps, leurs rebonds étaient "Macroniens" – comprenez qu'ils se sont bien foutus de notre gueule.

Pendant ce temps Hong Kong recule de 0.07% – une baisse à la James Bond et la Chine refuse de baisser, ils montent même de 0.8%. Je commence à croire que le salut viendra de la Chine. S'il doit y avoir un salut avant que l'on resombe dans les heures noires de l'histoire du monde.

Sunday bloody Sunday

Dans les nouvelles du jour, on parle du BREXIT-SHOW... Theresa May va tenter de reprendre les négociations avec l'Europe. Ce n'est pas que je me suis plongé dans l'histoire du BREXIT – pour être franc je m'en tamponne presque autant que les résultats du championnat suisse de football – mais il semblerait qu'un des trucs qui bloquent c'est le rétablissement de la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande.

Et moi qui croyais que Bono et U2 avaient réglé ça depuis longtemps.

Visiblement c'est plus compliqué que ça.

Nous voici donc reparti pour un nouveau round de négociations. Déjà avant ça n'intéressait plus personne, mais là je crois que l'on va commencer à lasser les moutons.

Le retour de la momie

Pour le reste, Macron a déçu avec son discours à deux balles, tout comme le Crédit Suisse a déçu avec son rachat d'actions qui est clairement en-dessous des attentes des experts. Et la règle numéro un de la finance, c'est de ne JAMAIS DÉCEVOIR un expert, c'est très susceptible un expert.

Et puis Janet Yellen nous fait de la « Greenspan Attitude ». Comme tous les anciens patron de la FED, on la ressort de temps en temps du formol pour lui demander son avis sur l'économie et la finance du monde réel.

Ce qui me fait d'ailleurs penser que Greenspan n'est pas réapparu depuis un moment, il doit être coincé dans son sarcophage, empêtré dans ses bandelettes.

Toujours est-il que Yellen a parlé hier et elle est inquiète par le niveau de dette des entreprises, ce qui pourrait avoir de fâcheuses conséquences à terme. En même temps, je ne sais pas, je ne suis pas économiste. Mais je me dis que c'était quand même l'idée de la FED de garder les taux bas, de fournir de l'argent pas cher aux entreprises pour pouvoir investir et créer de la croissance...

La FED l'a bien cherché

Vous je ne sais pas, mais le jour où ma banque me propose d'emprunter de l'argent avec zéro pour cent d'intérêt, j'emprunte et on verra bien après. Je roulerai en coupé AMG la semaine et en SUV Lamborghini le week-end, le tout sans payer d'intérêt sur les crédits, c'est tentant.

Faut pas s'étonner à la fin que les entreprises soient surendettées.

Enfin bref, Janet a parlé et elle est inquiète. Ensuite elle retournée jouer au Bingo avec ses amis de la maison de retraite.

Côté chiffres économiques nous aurons le ZEW en Allemagne et en Europe. On devait avoir le vote du BREXIT, mais en fait, non...

Noir ou blanc ou blanc ou noir, mais pas ET

Pour le moment les futures sont en légère baisse et on se demande si on doit trouver cool que

l'économie US ne va pas si mal ou flipper sa race parce que la guerre économique va nous péter à la figure.

Oui, les marchés sont binaires actuellement.

C'est noir ou blanc. Mais c'est surtout noir. Pas tellement esprit de Noël tout ça....

Passez une excellente journée dans le monde merveilleux du grand huit de la finance et du Muppet Show de l'économie mondiale. Que la force soit avec vous, parce que va en falloir pour tenir jusqu'à la fin de l'année.

Thomas Veillet
Investir.ch

« Everything is funny, as long as it's happening to somebody else. »
Will Rogers

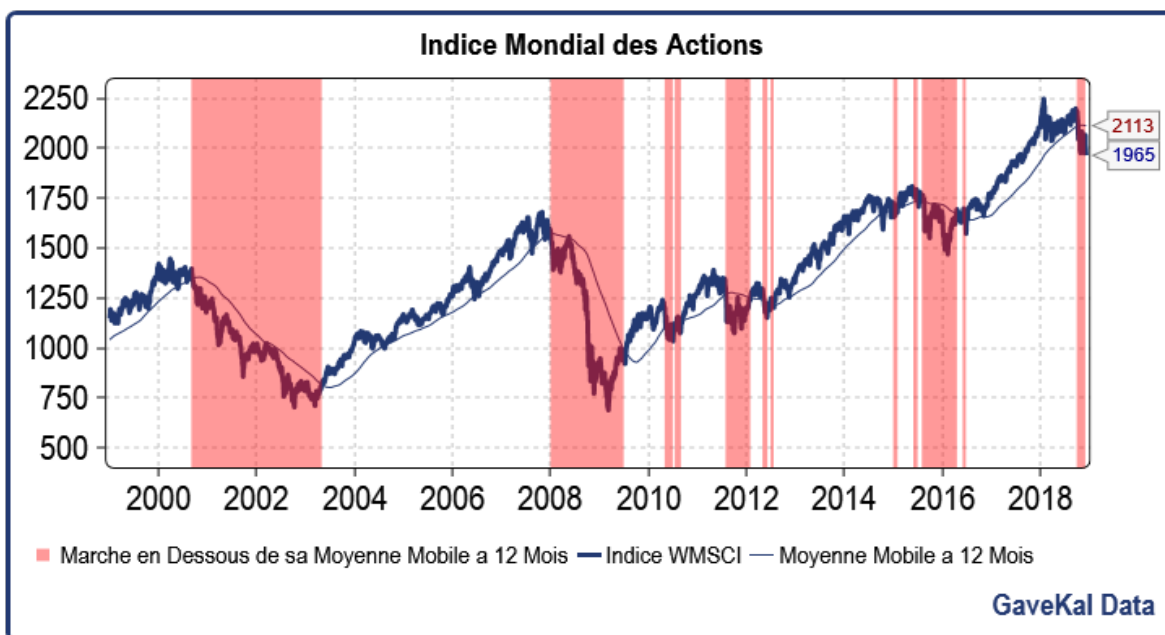
Le point sur le monde de la finance : nous ne sommes plus dans des marchés haussiers...

Par [Charles Gave](#) 10 décembre, 2018

Depuis environ un an, j'ai écrit sur ce site une série de papiers faisant part de mon inquiétude grandissante sur les marchés des actions en Europe et dans le reste du monde. (Voir par exemple l'article intitulé « [vous savez quoi... j'ai la trouille, de Juin 2018](#))

Hélas, ces craintes sont en train de se confirmer.

Comme le montre le graphique ci-dessous, l'indice mondial des actions vient de passer sous sa moyenne mobile à 12 mois, ce qui veut dire que tous ceux qui sont restés investis perdent de l'argent depuis un an.



Ce graphique amène à deux questions : qu'est qu'il représente et qu'est que cela peut bien vouloir dire ? voici les réponses à ces deux questions

- La ligne bleue épaisse représente simplement le cours journalier de l'Indice Mondial MSCI (l'équivalent pour le monde entier du CAC 40 pour la France) qui comme chacun peut le voir a à peu près doublé de 1999 à 2018. La ligne bleue fine représente la moyenne mobile de ces cours sur les 12 derniers mois. Elle est calculée très simplement : on additionne les cours de chaque jour et on divise par le nombre de jours pour calculer une moyenne à trente jours, 90, jours etc. La ligne fine représente donc la moyenne des 12 derniers mois.
- A quoi cela sert-il ? La réponse est simple : tant que la ligne épaisse est au-dessus de la ligne fine je SAIS que nous sommes dans un marché haussier (bull) et je reste investi sans états d'âme. ...Par contre si la ligne épaisse passe en dessous de la ligne fine (le graphique est hachuré en rouge de haut en bas dans ces cas-là), je ne peux plus être certain que je suis dans un marché haussier et la plus grande prudence s'impose. Si je passe en dessous de la moyenne mobile, cela veut dire que je perds de l'argent sur les 12 derniers mois, ce qui est rarement un bon signe. Et la ligne épaisse vient de passer sous la ligne fine, ce qui semble confirmer les craintes que j'exprime depuis environ un an sur les marchés.

Regardons la réalité depuis 1999. Nous sommes passés sept fois sous la moyenne mobile.

Cinq fois il ne s'est pas passé grand-chose.

Ayant tout vendu ces cinq fois j'ai été obligé de racheter très peu de temps après, ce qui à chaque fois et compte tenu des frais me coûtait un peu d'argent.

Mais DEUX FOIS (2001-2003 et 2007-2009), cette règle de décision m'a économisé des pertes de 50 % ou plus.

Deux bons résultats sur sept, voilà qui n'est pas fameux me direz-vous.

Certes, mais éviter deux pertes de 50 % ou plus est prodigieux alors que racheter après une fausse alerte ne coûte presque rien.

Il ne faut donc pas juger cette stratégie sur le **nombre** de succès qu'elle enregistre, mais sur le **capital qui n'est pas détruit** et qui aurait pu l'être.

Ce qui m'amène au point suivant : Existerait-il une façon intelligente et fiable de faire le tri entre les bons et les mauvais signaux ? Et ma réponse est : si vous en connaissez une, faites le moi savoir de toute urgence car cela doit bien faire quarante ans ou plus que je la cherche.

Certes, je peux accroître mon degré de conviction en regardant de multiples autres facteurs, mais il ne faut jamais oublier que les marchés financiers ont été créés pour rendre le maximum de gens le plus malheureux possible le plus longtemps possible. Si vous voulez vous sentir idiot fréquemment, intéressez-vous à la bourse et vous ne serez jamais déçu, tel a toujours été mon conseil.

Tout ce que sais aujourd'hui c'est que ***nous ne sommes plus dans des marchés haussiers***, ce qui ne me laisse que deux possibilités :

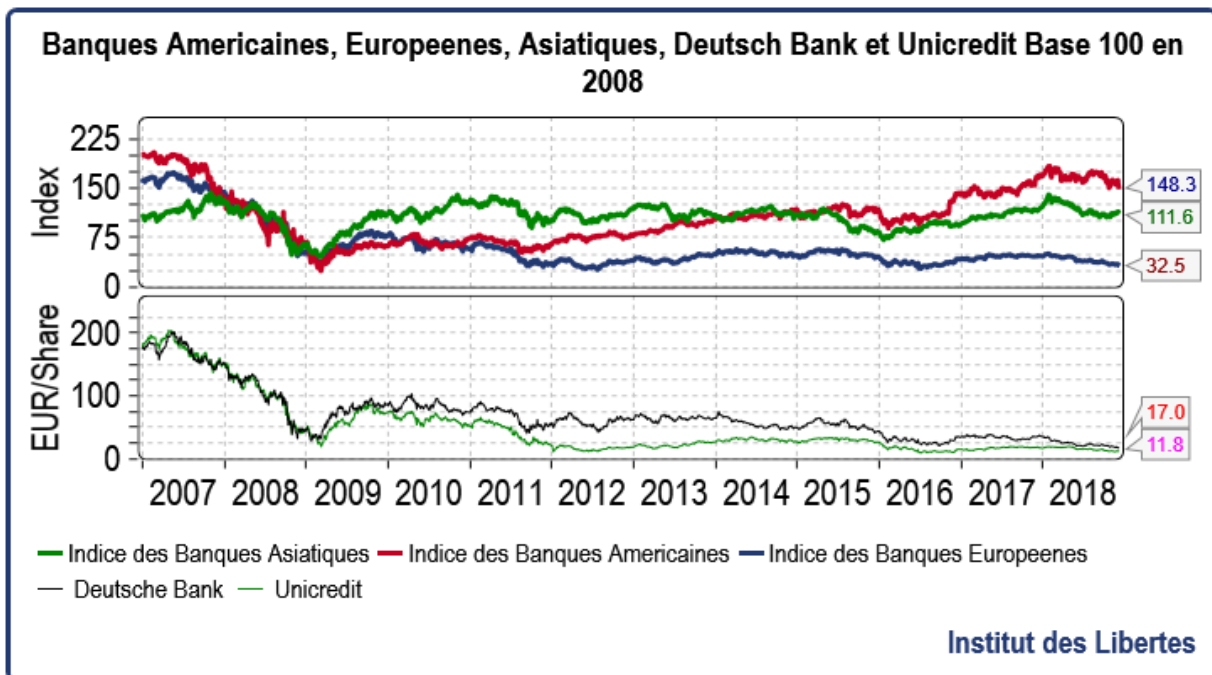
1. Ou bien nous sommes rentrés dans un vrai marché baissier et je serai drôlement content d'avoir vendu, comme en 2001, 2007 et 2015.
2. Ou bien nous sommes rentrés dans un marché qui consolide parfois pendant des années

autour d'une horizontale et je vais passer mon temps à vendre pour racheter un peu plus haut pour revendre un peu plus bas (comme de 2011 à 2013) et ainsi de suite et au bout de deux ou trois ans le désespoir me guettera.

Étant incorrigible, je vais vous donner mon avis sur le dilemme mentionné juste au-dessus : je crois que nous sommes entrés dans un marché baissier, un vrai.

Et qui plus est l'épicentre de ce qui risque bien d'être un tremblement de terre de force 8 ou 9, risque d'être l'Europe de l'Euro.

Pour une fois, je ne vais pas parler de l'Italie, ou des gilets jaunes, ou du Brexit, de la Chine ou de la Russie qui veut nous manger tout cru mais je vais vous montrer un deuxième graphique, que voici,



De 2007 à 2008, nous avons eu une crise financière monstrueuse et donc les banques du monde entier perdirent entre 50 % et 70 % pendant ces 18 mois.

Très rapidement les banques asiatiques recouvrirent le terrain perdu, ce qui était bien normal puisque les plus faibles avaient sauté lors de la crise asiatique dix ans plus tôt et que celles qui avaient survécu étaient étonnément robustes.

Pour les banques américaines, la convalescence fut un peu plus longue et elle eut lieu de 2012 à 2017 et tout laisse à penser que les Citicorp ou JPM de ce monde sont correctement capitalisées aujourd'hui.

Rien de tel n'est visible pour les banques européennes dont l'indice est environ 40 % PLUS BAS que le plus bas atteint au plus fort de la crise de 2008-2009.

Et le désastre est bien pire si l'on prend la plus grande banque Italienne, UniCredit ou la plus grande banque allemande, Deutsch Bank qui elles sont carrément à 70 % en dessous de leur plus bas de 2007-2008.

Et je dois dire que j'ai le plus grand respect pour les qualités prédictives des marchés financiers quand il s'agit des cours des valeurs bancaires : si mon expérience m'a appris une chose, c'est que quand le cours des banques baisse, il vaut mieux filer aux abris tant cela veut dire que des gens à qui elles ont prêté de l'argent ne les rembourseront pas, et que du coup la banque risque de sauter.

Mais **de ma vie**, je n'ai vu un écroulement comme celui d'UniCredit et de Deutsch Bank. Les gens vont me dire : et Lehmann Brothers ? Ce à quoi je leur répondrais qu'il s'agissait d'une petite banque au bilan insignifiant. Et chacun se souvient des dégâts que cette faillite a occasionné... Or, si l'on additionne les bilans des deux monstres mentionnés plus haut, on a un chiffre qui est très supérieur au PIB Allemand ou Italien. Si l'un ou l'autre de ces deux titans saute, alors là, je crains que 2008-2009 n'apparaisse comme une petite sortie dans le parc.

Et donc chaque lecteur devrait de poser la question : qu'est que ces deux banques ont dans leurs bilans respectifs et qui serait à l'origine de ces dégringolades ?

La réponse pour la Deutsch est connue : des tonnes et des tonnes de "deals" pourris qui amèneront sans doute en prison une partie du management quand les affaires sortiront, ce qui ne saurait tarder maintenant que madame Merkel a réglé son problème de succession.

Pour UniCredit, la réalité est plus complexe : si le nouveau gouvernement Italien continue sur sa lancée « populiste », alors les taux d'intérêts vont continuer à monter en Italie, ce qui fera baisser le cours des obligations Italiennes et générera donc des pertes pour UniCredit qui en est bourré. Et UniCredit n'a pas assez de capital pour supporter ces pertes.

Et si le nouveau gouvernement Italien ne prend aucune mesure de relance, comme l'économie locale est en train de rentrer en récession, les mauvais prêts vont exploser et UniCredit n'a pas les fonds propres pour absorber de nouvelles pertes.

Pile je perds, et face je perds aussi donc.

Que faire de son argent donc ?

La stratégie reste la même, mais avec un degré de conviction plus fort :

- Ne rien avoir en revenu fixe ou en cash en euro,
- Ne rien avoir qui dépende des gouvernements de la zone euro.
- Avoir des positions en cash en dollar, en Yen, en couronne suédoise en livre sterling
- La part obligataire des portefeuilles doit être détenue en Asie
- Détenir environ 10 % en or n'est pas sot pour ceux qui sont dans la zone euro.
- Pour la part incompressible en actions, n'avoir que des sociétés qui n'ont rien à voir avec l'Europe quand bien même elles seraient cotées là.

En 1974, à Saint Philippe du Roule, mon fils Louis -Vincent était baptisé pendant une période où les marchés s'écroulaient comme rarement dans l'histoire. Le Curé de la Paroisse me demanda ce que je faisais dans la vie et je lui expliquai. Très intéressé et comme il avait un assez gros portefeuille, il me demanda ce qu'il devait faire. Je lui répondis : « *priez, mon père, priez...* »

Le conseil reste valable.